



512.00 Ambassade de Suisse en Ukraine. Auteur : BERMT Relecture : ADT, GUO, SCQ
Formulaire CH@WORLD:

Kiev, 13.07.2018

Rapport Economique sur l'Ukraine : 2017

Executive Summary

- L'économie ukrainienne connaît actuellement une reprise timide suite à la crise dans laquelle le pays est plongé depuis 2014. 2.1% de croissance furent observés en 2017, et les prévisions pour 2018 mettent la croissance à 3%.
- La stabilité macroéconomique de l'Ukraine est fragile et reste dépendante de l'appui de donateurs internationaux (FMI) et des investissements étrangers. Bien que les investissements directs étrangers aient augmenté cette année, la hausse reste faible et le stock d'investissement direct étranger est relativement bas (2% du PIB). L'intérêt des investisseurs ne correspond pas encore au fort potentiel de développement économique de ce pays en raison des risques qu'ils peuvent courir.
- La perte des territoires temporairement occupés dans le Donbas a entraîné une restructuration de l'économie nationale, passant d'une industrie principalement orientée sur les matières premières et sur l'industrie lourde à une industrie plus légère, créatrice de valeur ajoutée.
- Cette restructuration de l'économie a ouvert de nouvelles opportunités d'investissements, et plusieurs secteurs sont actuellement présentés par les autorités comme ayant du potentiel. Il s'agit de l'industrie (principalement légère), des technologies électroniques et des communications, du secteur énergétique, de l'infrastructure, et finalement de l'agriculture.
- Les salaires bas et la proximité du marché européen font de l'Ukraine un pays attractif pour les investissements, ce qui est renforcé par un effort marqué du gouvernement de soutenir les entreprises s'installant en Ukraine, visant à développer les exportations et à rendre l'Ukraine plus attractive sur le plan économique. Le niveau bas des salaires et la croissance économique timide entraîne toutefois une forte émigration de travailleurs ukrainiens vers les pays voisins, ce qui pèse sur le développement économique.
- Le gouvernement s'efforce de passer plusieurs réformes facilitant la vie des entreprises, notamment en simplifiant les taxes et en facilitant le remboursement de la TVA. Plusieurs institutions sont mises en place pour soutenir les firmes en cas de problèmes rencontrés. Durant les quatre dernières années, plus de réformes ont été entreprises que durant les 20 dernières années. Parmi les avancées, peuvent être citées la mise en place de diverses institutions anti-corruption, la déclaration électronique, par laquelle les fonctionnaires et les politiciens déclarent leur revenus et leur fortune, ainsi que le système électronique pour le traitement des appels d'offre ProZorro.
- Pourtant, la scène politique peine à passer plusieurs réformes clés pouvant améliorer le climat entrepreneurial en Ukraine. Bien que des réformes aient été entreprises en matière de lutte contre la corruption, les résultats ne sont pas encore perceptibles. L'impossibilité actuelle de posséder du terrain agricole de manière privée est un signe d'insécurité pour les investisseurs. Le système de justice n'est pour l'instant pas assez réformé pour implanter un Etat de Droit à

cause de conflits d'intérêt et d'inefficiences dans le système judiciaire. La réalisation du potentiel économique du pays dépend en partie de la volonté politique de mener à bien les réformes nécessaires.

- Les investissements suisses en Ukraine ont augmenté chaque année depuis ces dernières années, bien que cette croissance soit de moins en moins importante au fil des années. La Suisse fait partie des 10 plus grands investisseurs en Ukraine en passant de la 9^{ème} place en 2017 à la 7^{ème} place en 2018.
- Le commerce bilatéral est clairement en augmentation. La balance commerciale est à l'avantage de la Suisse.
- En 2016, une commission économique mixte eu lieu pour la première fois depuis 2012. Sujets abordés : transports, poinçonnage des métaux précieux, innovation, investissements, double taxation, coopération financière, aide aux PME, régulations, problèmes d'entreprises suisses. La prochaine commission est prévue pour 2019.
- Le nombre de problèmes rencontrés par les entreprises suisses en Ukraine s'est considérablement réduit en 2017/2018 en comparaison avec les années précédentes. Les entreprises suisses présentes en Ukraine ont dorénavant plus de facilité à résoudre leurs problèmes grâce à une volonté accrue du gouvernement d'aider les investisseurs. Cependant, le fait que le recours au gouvernement soit encore nécessaire montre que les problèmes existant dans le système judiciaire ne sont pas résolus.
- Il est important d'étudier l'évolution du conflit qui pourrait avoir un impact négatif sur la situation économique. De même, il est important que la société civile et la communauté internationale se mobilisent pour pousser le gouvernement et le parlement à passer les réformes qui sont nécessaires pour permettre à l'économie de continuer à se développer.
- La stabilité politique et économique, ainsi que la transformation de l'Ukraine vers une économie de marché libre avec des conditions de concurrence équitable pour tous les acteurs économiques, dépendent largement de la mise en œuvre des réformes dans le domaine de la lutte anti-corruption. Les élections parlementaires et présidentielles prévues en 2019 constituent un frein potentiel de cette évolution.

1. Problèmes et enjeux économiques

Après avoir réussi à inverser la tendance des dernières années (-9,8% de croissance en 2015, 2,1% en 2016), la croissance économique stagne et les prévisions ne tablent pas sur une augmentation de cette croissance. En effet, la croissance officielle est de 2.1% pour 2017 (BNU 2018), Une croissance de 3% est à prévoir pour l'année 2018 (Deutsche Beratungsgruppe Ukraine 2018). L'augmentation de cette croissance sera en partie due à l'augmentation du prix des matières premières, secteur important pour l'exportation ukrainienne (les métaux et les matières premières minérales représentant 32% des exportations de l'Ukraine en 2017). Aussi, il est important de noter qu'une croissance de 2%, bien que meilleure qu'une récession, n'est pas suffisante pour relancer durablement l'économie, mais uniquement pour la stabiliser. A ce rythme, il faudrait une vingtaine d'années pour revenir au niveau de 2013. Selon le gouvernement ukrainien, la croissance devrait s'établir à 3% du PIB en 2019 (3,8% en 2020 et 4,1% en 2021) si les réformes nécessaires sont mises en place et si l'assistance du FMI est versée. Dans le cas où la réforme fiscale et de la propriété foncière sont menées à bien, la croissance serait selon le gouvernement, d'autant plus grande (4,1% en 2019, 5% en 2020 et 5,4% en 2021). Toutefois, si la situation des marchés internationaux se détériore et que le train de réforme est stoppé, les prévisions du gouvernement sont plus pessimistes (1,1% de croissance en 2019, 1,6% en 2020 et 2,1% en 2021). Les évolutions de la situation actuelle semblent cependant mettre en danger ces prédictions, le blocus de l'est du pays par le gouvernement ayant des effets négatifs pour l'instant encore impossibles à quantifier sur l'économie nationale. Ce blocus fut non officiel dans un premier temps, mené par des militants non-gouvernementaux, et fut remplacé par un blocus officiel par le gouvernement en réponse à la prise de contrôle d'entreprises ukrainiennes privées par les soi-disant autorités séparatistes. Certains experts avertissent déjà des conséquences de ce blocus, celui-ci ayant entraîné jusqu'à 1.8 milliard USD de pertes fiscales en 2017 soit 1.9% du PIB (avec une prévision de perte de 0,8 milliard USD pour 2018), (EurasiaDaily 2017).

L'inflation sous-jacente, mesurée sans les produits volatiles que sont les matières premières alimentaires ou énergétiques par exemple, suite à une forte hausse en 2015 de 40.4%, s'est atténuée pour atteindre 11.1% en 2016 (Ukrstat 2017a). Elle a toutefois augmenté en 2017, passant à 14,5%, soit bien au-delà des prévisions de la Banque Nationale d'Ukraine (BNU) (8%). Les prévisions de la BNU estiment l'inflation en 2018 à 10%, (BNU 2016a : 46). En raison des pressions sur le marché du travail et de la convergence du prix des produits alimentaires ukrainiens avec les prix internationaux, l'inflation restera élevée, sans perspective de baisse à court terme.

Le déficit public avait augmenté en 2016. En effet, celui-ci atteignait 2% du PIB en 2015, et a doublé pour atteindre 4% en 2016 (The World Bank 2016). Le budget 2017 a été mis en place afin de lutter contre ce déficit public et a eu pour but de le réduire. Dans cette optique, le parlement a accepté en décembre 2016 le budget 2017 incluant 731 milliards UAH de revenus et 809 UAH de dépenses, menant à un déficit de 78 milliards UAH (Deutsche Beratungsgruppe Ukraine 2017), ce qui est basé sur une croissance estimée de 3%. Le déficit public pour l'année 2017 s'est élevé à 47.9 milliards UAH (1.6% du PIB). Cette baisse du déficit par rapport aux prévisions s'explique par des dépenses plus faibles que prévues (Financial Observer 2018). Selon les prévisions, le déficit se stabilisera dans les années à venir entre -2% et - 2,5% du PIB. Dans la continuité de ce déficit, la dette publique a augmenté, passant à 81% du PIB en 2016 mais est tombée à 75% du PIB en 2017 et devrait continuer à diminuer au cours des prochaines années. (IMF World Economic Outlook Database). A long terme le niveau élevé de la dette publique pourrait s'avérer problématique dû au fait que de plus en plus de fonds publics devront être acheminés vers le service de cette dette. Il a été annoncé que le montant d'impôt sur le bénéfice perçu a augmenté de 56% en 2017, passant de 48,7 en 2016 à 70,2 milliards UAH (Interfax, 14.3.18).

L'Ukraine possède en janvier 2018 18,580 milliards USD de réserve (2016 : 15,539). Celles-ci sont composées de 15,310 milliards USD de devises étrangères, 15'000 USD de réserves du FMI, 2'215 milliards USD en droits de tirage spéciaux et de 1'054 millions USD de réserves d'or. Les réserves totales ont augmenté depuis 2016 de 15,539 milliards USD à 18,580 milliards USD, les divers postes ayant augmenté à l'exception des droits de tirage spéciaux, qui sont passé de 2,703 milliards USD à 2,215 milliards USD au cours de l'année (BNU 2018a). La base monétaire de l'Ukraine équivaut à

381,58 milliards UAH, ce qui représente une hausse annuelle de 13.6% (BNU 2017). Le niveau de réserve reste cependant faible eu égard au niveau de la dette.

La politique monétaire de la BNU en 2017 a grandement varié au fil des mois en raison du haut niveau d'inflation. Le taux de refinancement, de 14% au début de l'année, a baissé pour atteindre 12,5% en mai et a augmenté en automne pour atteindre 14,5% en décembre. La Hryvnia s'est appréciée face au dollar durant la majeure partie de l'année, passant de 27,11 UAH en janvier à 25,57 UAH en août, avant de se déprécier durant le restant de l'année pour atteindre 27,01 en novembre. Le taux se stabilise même s'il n'est pas fixé. Ce taux favorable rend l'Ukraine attractive et compétitive au niveau des salaires et des coûts des investissements, un investisseur étranger devant dorénavant dépenser moins d'argent pour obtenir les mêmes prestations.

La BNU a présenté en mars 2018 sa stratégie 2020 : il s'agit de la première fois que la BNU se dote d'une stratégie. Cette stratégie tourne autour de sept objectifs : une inflation basse et stable ; un système bancaire stable, transparent et efficace ; une reprise des crédits ; une régulation efficace du secteur financier ; la libre circulation des capitaux ; l'inclusion financière et une banque centrale moderne, ouverte, indépendante et efficace. De manière générale, la BNU fait preuve d'indépendance et d'une grande efficacité, ce qui est relevé et salué par les autres branches de l'administration ukrainienne. La BNU a également annoncé vouloir retirer de la circulation les pièces de 1, 2, 5 et 25 kopeks et de remplacer les billets de 1, 2, 5 et 10 hryvnias par des pièces (BNU 2018).

Après une année 2016 mouvementée (marquée entre autre par la nationalisation de la plus grande banque du pays, Privatbank, pour cause d'insolvabilité), le secteur bancaire ukrainien a vu sa situation s'améliorer en 2017. Le nombre de banques en Ukraine a fortement baissé depuis 2014, résultat d'une politique d'assainissement menée par le gouvernement ayant résulté dans une chute drastique du nombre de banques distinctes (BNU 2016e : 2). Au nombre de 180 au début de 2014, elles ne sont plus que 88 actuellement, totalisant 92 fermetures dont 12 en 2017 (17 en 2016). Le bénéfice net des banques s'est élevé, au premier trimestre 2018, à 8.7 milliards USD, une somme 2.7 fois plus élevée que l'année précédente (BNU 2018b). Le 13 juin 2018, la BNU a annoncé que toutes les banques ukrainiennes suivent désormais la norme IFRS9. De plus, l'agence de notation Fitch décrit le secteur bancaire ukrainien comme étant « faible », à cause de prêts problématiques et de problèmes de solvabilité (Interfax-Ukraine 2017 : 38). Cette faiblesse du système bancaire et le manque de liquidités menace la stabilité économique en empêchant l'accès à un crédit sûr pour des investisseurs. De plus, la politique de nationalisations de la BNU entraîne une certaine méfiance de la part de la population. Ces nationalisations ont été parfois contestées par les banques visées devant les tribunaux, ces affaires étant en cours.

Le chômage s'élève à 9% de la population active, ce qui se situe dans la moyenne européenne, au même niveau que des pays comme la France, la Lettonie ou encore le Portugal (Statista 2017a). Après avoir augmenté en 2014 (passant de 7,2% à 9,3%), le taux de chômage est resté au même niveau. Le salaire moyen mensuel en Ukraine se situe au début de l'année 2018 à 8000 UAH (6300 UAH au début de l'année 2017, soit une augmentation de 26.1% entre les deux. The Economist 2018, p. 11). Malgré cette augmentation, le salaire moyen reste bas en comparaison avec d'autres pays de l'est (par exemple, le salaire moyen en Pologne est six fois plus élevé qu'en Ukraine). Le salaire minimum fut récemment augmenté pour atteindre 3700 UAH au début de l'année 2018 et pourrait être fixé à 4100 UAH dans la seconde moitié de l'année. Les effets de cette augmentation ne sont toutefois pas clairs. En effet, l'inflation risque fortement de compenser l'augmentation du salaire minimum. En 2017, 75% des entreprises ont augmentés les salaires, l'augmentation étant en moyenne de 15%, soit le double du taux d'inflation (Razumkov, 2018). La même année, le nombre de places de travail disponibles a augmenté de 40% par rapport à 2016 (Razumkov, 2018). Cette augmentation du pouvoir d'achat a eu pour conséquence une augmentation de 8.8% des ventes au détail (The Economist 2018, p. 8). Les salaires comparativement bas constituent un atout pour l'attraction d'investissements étrangers. Par contre, selon les informations provenant d'entreprises Suisses, certaines entreprises ont déjà peine à garder/trouver de la main d'œuvre spécialisée, à cause de l'attractivité du marché du travail international, et sont forcées d'augmenter régulièrement les salaires pour garder leurs spécialistes. Les salaires comparativement bas, ainsi que les

perspectives limitées due à une croissance économique timide ont pour conséquent une émigration considérable de la main d'œuvre Ukrainienne surtout vers la Pologne et la Russie. Ces migrants économiques envoient des fonds à leur famille en Ukraine s'élevant à près de 9.3 milliards USD, soit plus que le montant total des investissements directs étrangers.

L'Ukraine est toujours dépendante des prêts étrangers. Le FMI a procédé au versement d'une tranche de 1 milliard USD en avril 2017. Il s'agit toutefois de la dernière tranche versée par le FMI à ce jour. En effet, les 4 dernières tranches (correspondant à mai, août et novembre 2017 ainsi qu'à février 2018) n'ont pas encore été versées. Sont en cause les lenteurs des autorités ukrainiennes dans la mise en place de réformes demandées par le FMI, même si des efforts ont été faits ces derniers temps en ce qui concerne la lutte contre la corruption. En plus de cette aide financière, le FMI fournit également à l'Ukraine une aide technique et légale afin de mener à bien les réformes nécessaires pour permettre au pays de sortir de la crise dans laquelle il se trouve. Parmi ces réformes on peut trouver entre autre une amélioration de l'indépendance de la BNU, une meilleure réglementation ou encore une politique monétaire renforcée (FMI 2017a : 79). Le 13 juin 2018, le Parlement européen a voté un plan d'assistance macro-financière d'un milliard d'euros pour l'Ukraine. Les conditions subordonnées à cette aide ne sont toutefois pas encore décidées (Kyivpost 2018). La Lituanie a également lancé un projet de « Plan Marshall pour l'Ukraine » mais les détails de ce projet restent inconnus, tout comme ses chances de succès, des pays clés de l'UE telle que l'Allemagne n'étant pas très réceptifs à cette idée. L'Ukraine reste dépendante de ces prêts et à la merci de ses créanciers étrangers. Les objectifs de croissance et la pérennité de l'économie Ukrainienne ne pourront être tenus que si les prêts et les aides internationales continuent d'être apportés.

La Suisse prend part également à cet effort par le biais d'un prêt de 200 millions CHF. Ce prêt fait partie de l'effort international pour stabiliser la situation financière en Ukraine et est lié à l'implémentation des paquets de réformes demandés par le FMI (DFAE 2015 : 10). Comme l'UE et le FMI, la Suisse offre une aide technique à l'Ukraine pour l'aider à réaliser les réformes promises.

L'aide internationale étant sujette à un certain nombre de conditions, le gouvernement a dû se soumettre à la mise en place d'un plan de réforme extensif. La feuille de route du gouvernement concernant l'établissement de celles-ci a été adoptée après la révolution dite « de la dignité ». Elle contient 60 réformes à accomplir d'ici à 2020, dont 10 sont considérées comme étant prioritaires (DFAE 2015 : 9). Les réformes les plus importantes du point de vue économique sont celles sur la réforme des pensions, la réforme des taxes, la lutte contre la corruption, la privatisation des entreprises publiques et la réforme de la propriété foncière. Ces réformes sont soutenues par la majorité de la communauté internationale et font l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement. Cependant, le parlement se montre hostile à plusieurs réformes, qui ont ainsi de la peine à être menées à bien. Le versement de la prochaine tranche du FMI est lié à deux réformes : la mise en place d'une Haute Cour Anti-Corruption (voir ci-dessous) et la libéralisation du prix du gaz. La loi sur la Haute Cour anti-Corruption a été adoptée en juin de cette année mais le FMI ne s'est pas encore déclaré satisfait de cette réforme, notamment en raison des procédures d'appels prévues par la loi. En plus d'améliorer la Haute Cour Anti-Corruption, le Gouvernement ukrainien doit encore mettre en place la libéralisation des prix du gaz. Les élections présidentielles et législatives, qui auront lieu en 2019, risquent de ralentir voire même de suspendre l'aide du FMI en raison du risque politique attaché aux augmentations du prix du gaz, conséquent à sa libéralisation. Conséquence de ces retards, les taux d'intérêts accordés à l'Ukraine ces derniers mois ont augmenté, passant de 6,75% en janvier 2018 à 8,42% en mai 2018.

Lutte contre la corruption, Haute Cour Anti-Corruption et réforme de la justice :

La **corruption** est un vieux serpent de mer en Ukraine, et un des principaux obstacles à la gestion d'une entreprise et au redressement de l'économie entière. L'Ukraine est catégorisée comme un des pays les plus corrompus au monde par Ernst&Young (2017), selon qui 88% des entrepreneurs interrogés perçoivent l'Ukraine comme étant corrompue. Transparency International (2018) classe l'Ukraine au 130^{ème} rang (sur 180 ; 2017 : 131^{ème}) de son classement de la perception de la

corruption avec un score de 30 sur 100, soit un rang proche de celui de la Russie, 135^{ème} du classement avec un score de 29 sur 100.

Cependant, bien que la corruption soit présente et reste importante dans la société, de nombreuses réformes ont été entreprises et continuent de l'être pour éradiquer ce fléau, et le gouvernement se montre coopératif concernant les problèmes de corruption auxquels les différentes entreprises doivent faire face. Trois agences gouvernementales nouvellement créées sont en charge de la lutte anti-corruption. Il s'agit du Bureau National Anti-Corruption (NABU), chargé d'enquêter et d'effectuer de la prévention sur les affaires de corruption ; de l'Agence Nationale Anti-Corruption (NAPC), chargée de collecter et d'analyser les déclarations financières des personnes morales et physiques ; et finalement de l'Office du Procureur contre la Corruption (SAPO), chargé de traduire en justice les personnes accusées de corruption. Ces trois agences, de par leur nouveauté, ont des rôles assez troubles, avec des juridictions qui s'entrecroisent parfois, et elles coopèrent difficilement entre elles. Une enquête a été ouverte par le NABU et le Procureur général d'Ukraine contre Nazar Holodnitsky, Procureur contre la Corruption, pour obstruction, révélation d'informations et pression sur les juges. Malgré cela, le combat contre la corruption est bien engagé, et ces deux dernières années marquent un tournant important dans cette lutte.

En effet, c'est en 2016 que la déclaration des possessions sous forme électronique, projet lancé par l'UE, est devenue obligatoire pour les hauts fonctionnaires, rendant ainsi possible leur vérification par la NAPC. Cette déclaration électronique est toutefois imparfaite puisque seul le montant des possessions doit être déclaré, leur provenance restant inconnue. De plus, une quantité négligeable de ces déclarations a été traitée, par manque de ressources et par inefficacité des autorités. En effet, le traitement se fait manuellement et seule une fraction des déclarations soumises ont pu être contrôlées. La procédure est supposée être menée de manière automatique mais cette évolution est bloquée par la NAPC par manque de capacités technique et de volonté politique. Cet organe est en effet très politisé et soumis à l'influence des partis au pouvoir. Dès lors, l'UE est très insatisfaite de la mise en œuvre du projet. En tout, des centaines de procédures ont été ouvertes par le NABU, mais peu d'entre-elles ont débouché sur des peines d'emprisonnement.

Finalement, nous avons vu durant l'année écoulée une volonté accrue du gouvernement de discuter avec les firmes victimes de la corruption, et d'agir pour réduire leurs problèmes, une telle mesure n'existant pas auparavant. Il reste à voir si les autorités créées pour combattre la corruption arriveront à former un système efficace qui mènera à des jugements respectés, ce qui serait un signal important pour les investisseurs.

La loi sur la **Haute Cour Anti-Corruption** a été adoptée par le parlement le 7 juin 2018. La loi prévoit l'instauration d'un panel de six experts représentant les grandes institutions internationales en matière de corruption (la liste exacte de ces institutions n'a pas encore été définie). Ce panel se prononcera sur les nominations de juges à la Haute Cour anti-Corruption avec un droit de véto sur les candidats ne correspondant pas aux critères de probité. La loi comporte toutefois un défaut, qui n'a pas été mentionné lors de la procédure parlementaire. En effet, les cas de corruption pendant lors de la mise en place de la Haute Cour anti-Corruption seront traités par les tribunaux ordinaires, de même que la procédure d'appel, ce qui laisse à craindre de l'intégrité de ces procédures. La question de la mise en place effective de la Haute Cour Anti-Corruption reste également ouverte.

Die Schaffung des Antikorruptionsgerichtes ist Teil einer **umfassenden Justizreform**, welche bereits 2016 per Gesetz erlassen wurde um die - insbesondere für ausländische Investitionen entscheidende - Rechtssicherheit in der Ukraine zu verbessern. Anfangs 2018 wurden nun konkrete Schritte umgesetzt bzw. weitere eingeleitet. Im Zuge der von Präsident Petro Poroshenko als «Mutter aller Reformen» bezeichneten Neuerungen, soll ein Justizsystem entstehen, das effizient und unabhängig arbeiten kann. Im Zentrum der Reform steht die Umstrukturierung des Verfassungsgerichts - insbesondere das Auswahlverfahren der Richter. Das oberste Gericht des Landes erhielt zudem weitere Zuständigkeiten. So wurde das bisherige oberste Verwaltungsgericht, das oberste Wirtschaftsgericht und das oberste Berufungsgericht in das Verfassungsgericht integriert (UNIAN, 15.12.2017). Kritiker bezweifeln allerdings die Effektivität der Reform, da sie

befürchten, die politischen Eliten könnten auch unter den neuen Regeln ihren Einfluss über das Justizsystem wahren. Tatsächlich können auch nach der Neubesetzung des Verfassungsgerichtes noch rund ein Viertel der Richter der «alten Garde» zugerechnet werden, welche für ein korruptes Justizsystem steht (Euromaidan Press, 02.02.2018). Um diesem Problem entgegenzuwirken wurde im März 2018 ein neues Gremium geschaffen. Der sog. *Richterrat* ist zuständig für die Ernennung und Beförderung der Richter und übt gleichzeitig eine Kontrollfunktion aus. In einem ersten Bericht kritisierte der Richterrat fehlende Unabhängigkeit der Richter und hielt fest, dass die Richter nach wie vor unter starkem politischen Druck stehen (Carnegie Endowment For International Peace, 2018).

La mise en place du cadre institutionnel permettant de lutter contre la corruption et d'augmenter la confiance dans le système judiciaire est, ainsi, en cours, mais elle n'a pas encore débouché sur des institutions judiciaires fortes et indépendantes, qui auraient ainsi un effet bénéfique sur la confiance du public et sur l'économie.

Réforme de la propriété foncière:

La **réforme de la propriété foncière** est également une réforme nécessaire pour améliorer le climat économique du pays. En effet, dans la situation actuelle il est impossible pour un investisseur d'acheter une pièce de terrain, il ne peut que louer des terres étatiques pour une durée déterminée. La réforme envisagée vise à permettre l'investissement dans le terrain, ce qui permettrait de mieux développer l'investissement et d'assurer une plus grande sécurité pour les entreprises désirant implanter des locaux sur le territoire ukrainien. Le fait que les paysans ne possèdent pas personnellement le sol pose également un problème au niveau de la productivité et de l'utilisation à long terme du potentiel agricole. La situation de la réforme est actuellement coincée en l'absence d'un consensus politique au niveau parlementaire et au niveau des associations agraires. Un moratoire sur la vente de terrain a été mis en place dès l'indépendance de l'Ukraine et a été constamment prolongé depuis lors, le parlement ayant décidé le 7 décembre 2017 de prolonger le moratoire jusqu'au 1er janvier 2019. Certains parlementaires envisageaient même de le prolonger jusqu'en 2024. Le FMI fait cependant pression sur l'Ukraine pour que la loi permettant d'acheter du terrain en Ukraine soit votée par le parlement avant la fin du moratoire (FMI 2017b). Dans l'affaire « Zelenchuk et Tsytsyura contre Ukraine », la Cour Européenne des Droits de l'Homme a déclaré que ce prolongement continu du moratoire constitue une violation de l'art. 1 du Protocole 1 à la Convention Européenne des Droits de l'Homme, sur la protection de la propriété (CourEDH 2018). Bien que la Cour n'ait pas accordé de dommages et intérêts aux requérants, elle n'a pas exclu de le faire à futur en l'absence de progrès venant de l'Ukraine sur ce sujet. Les défenseurs du moratoire et de l'interdiction de la vente de terrain arguent qu'en l'absence d'un tel mécanisme, les terrains risqueraient d'être achetés à bas prix par des investisseurs étrangers, au détriment des investisseurs et des agriculteurs ukrainiens (Bloomberg 2018). Cet arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme peut constituer un développement possible dans ce domaine en raison de la pression qui est désormais exercée envers les autorités ukrainiennes.

Réforme et privatisation des entreprises étatiques

Une autre réforme importante est la **réforme et privatisation des entreprises étatiques**. Celle-ci est composée de l'amélioration des offices dirigeantes des entreprises étatiques stratégiques et de la privatisation des entreprises non-stratégiques. Cette réforme pourrait être une opportunité pour des investisseurs étrangers d'effectuer des investissements en Ukraine. Cette privatisation est fortement soutenue par le FMI (2017b) qui souligne le fait que ces entreprises étatiques sont souvent mal gérées et compromettent ainsi la croissance de l'économie nationale en pesant lourdement sur les finances. En 2017, le gouvernement espérait toucher 17 milliards UAH grâce aux privatisations. En réalité, seule une fraction de ce montant a été effectivement perçue (3.4 milliards UAH, soit 19.9% de l'objectif). Les années précédentes n'étaient pas meilleures (0.9% de l'objectif atteint en 2015 et 1.1% en 2016). Un exemple marquant de ces problèmes est le cas d'Odessa Port Side Plants, entreprise de manufacture chimique, dont le processus de privatisation a commencé en 2016 et en est au point mort à l'heure actuelle. Le prix de départ a été divisé par trois par rapport au prix initial

et pourtant l'entreprise n'a toujours pas trouvé acheteur à cause de problèmes administratifs et de dettes importantes (Razumkov 2018). Pour entériner cette réforme, une loi a été adoptée en janvier 2018 en vue de faciliter le processus de privatisation. (Reuters 2018) Cette loi prévoit notamment l'obligation d'inclure des experts internationaux lors des ventes d'entreprises importantes. Elle prévoit également une marche à suivre claire concernant les prix de vente, permettant au gouvernement de baisser le prix de départ jusqu'à 50% en cas d'absence d'investisseur intéressé. Le Gouvernement ukrainien voit les privatisations comme une potentielle source de revenue, figurant chaque année dans le budget mais jamais réalisée, destinée à combler le déficit et à couvrir, en partie, les tranches d'aide du FMI qui n'ont pas encore été versées. En raison de l'absence d'intérêt des investisseurs étrangers pour les entreprises en voie de privatisation, il est très probable que ces dernières soient acquises par de puissants oligarques ukrainiens et que les privatisations ne servent, à terme pour les autorités, qu'à donner des gages aux cercles d'influences. (Inside Ukraine 2018)

Réforme des retraites :

Le régime des **retraites** a été réformé en octobre 2017. Parmi les principales mesures se trouvent l'augmentation du minimum retraite de 1312 UAH à 1452 UAH, l'augmentation des retraites indexées sur l'inflation et l'augmentation moyenne des salaires ainsi que l'uniformisation du système des retraites pour toutes les catégories professionnelles (Razumkov 2018). Le fond de pension est déficitaire mais cette situation est plus liée au contexte macroéconomique du pays que du seul système des retraites. Néanmoins, la loi effectivement adoptée ne tient pas compte de nombreuses demandes, en particulier des exigences des donateurs internationaux, et la réforme initialement projeté est sévèrement atténué. La première version de la réforme, présentée en mai 2017, incluait notamment une augmentation de l'âge de la retraite et un système transparent était prévus, dans lesquels il existe un lien direct entre les cotisations versées et le montant de la pension. Cependant, dans la réforme adoptée, le Parlement n'a pas été en mesure d'atteindre une augmentation générale de l'âge de la retraite et aucun progrès significatif n'a été fait pour accroître la transparence (The Economist, 2017). En conséquence, le FMI n'est pas satisfait de l'état de la réforme (Kyivpost, 2018b). Les conséquences de cette réforme sur le paiement des prochaines tranches ne sont toujours pas claires.

Réforme de l'administration des taxes :

La **réforme de l'administration des taxes** est également un dossier important pour faciliter les investissements en Ukraine. Le système de taxation a déjà été simplifié par le passé grâce à la baisse de la charge de contribution sociale ainsi que de la taxe sur le revenu (USUBC 2016), ainsi qu'en mettant en place un système de remboursement automatique de la TVA (Ukraineinvest 2017), mais plusieurs problèmes demeurent et font obstacle à un système efficace et transparent de taxation. Comme le notifie la Banque Mondiale (The World Bank, 2018a), une entreprise établie en Ukraine passait ainsi 328 heures par an à remplir ses informations relatives au paiement de ses taxes (355 en 2016) et devait payer 37.8% (51.9% en 2016) de son profit en taxes en 2017. Avec les réformes de ces dernières années, ce taux a pu diminuer, notamment en adoptant de nouveaux taux concernant les taxes sur le revenu et sur la contribution sociale, tandis que le remboursement automatique de la TVA a permis d'économiser plusieurs dizaines d'heures de travail. Cependant, l'administration reste corrompue, comme le perçoivent 84% des entrepreneurs actifs en Ukraine (Ernst&Young 2018), et le système de taxation reste inefficace, menant à une mauvaise redistribution et à un risque d'abus par les autorités. Le système tout entier a besoin de nettoyage et d'une systématisation du processus de taxation afin de clarifier la situation au niveau institutionnel, administratif, économique ainsi qu'au niveau même de la définition et du nombre des taxations (RPR 2017). La réforme de cette administration étant compliquée et s'attaquant à une corruption enracinée, elle a une taille importante et fait face à une opposition marquée. Le statut du Service Fiscal d'Etat pose également problème. En principe sous la supervision du ministère des finances, un projet du Gouvernement prévoit de placer ce service directement sous le contrôle du Gouvernement. Un tel changement pourrait avoir un impact négatif pour le budget. La révocation par le Parlement en juin 2018 du Ministre des Finances Oleksandr Danyluk, réformiste et opposé à ce projet, rend un tel changement plus vraisemblable.

Le projet de loi correspondant à cette réforme est actuellement en train d'être mis en œuvre, et certains de ses éléments ont déjà été implantés. Ce projet consiste à remplacer la police des taxes

par une police financière sujette au ministère des finances, à optimiser les taxes, à supprimer les mécanismes de remboursement de la TVA qui se recoupaient et permettaient des opportunités d'évasion fiscale, et finalement de permettre au ministère des finances de gérer directement la base de taxation, réduisant le risque de manipulation (RPR 2017).

Protectionnisme :

Parallèlement au rythme peu soutenu des réformes, plusieurs **mesures protectionnistes** ont été prises par l'Ukraine. Ainsi la loi « Achetez ukrainien, payez aux ukrainiens » adoptée en 2017 donne des privilèges aux producteurs ukrainiens dans les appels d'offres. Avec l'approche des élections en 2019, ce type de mesures pourrait connaître une recrudescence. (Institute for Economic Research and Policy Consulting. 2018).

Conclusion :

En résumé : la stabilité macroéconomique de l'Ukraine reste fragile, avec une croissance économique stagnante à un niveau bas, une inflation élevée, et une dette publique qui paraît considérable, comparée aux réserves. L'Ukraine reste dépendante des prêts étrangers, qui dépendent largement du progrès des réformes. Dans ce domaine, l'image reste contrastée : La lutte contre la corruption a commencé, mais le cadre institutionnel n'est pas encore consolidé, avec des institutions plus concurrentes que coopératives. D'autres grands chantiers de réformes restent : privatisation des entreprises étatiques (jusqu'à présent peu attrayantes pour des investisseurs étrangers) ; réforme de retraites coincée à mi-chemin, et réforme foncière politisée. Dans certains domaines il faut même se méfier d'un revirement. De plus, l'approche de l'année électorale 2019 aura sans doute un effet retardant sur les réformes. Il est important de réduire l'influence des oligarques, en particulier dans les secteurs clés de l'économie.

2. Accords économiques régionaux et internationaux

2.1. Politique, priorité du pays

L'Ukraine cherche actuellement à diversifier ses partenaires et à se débarrasser de sa dépendance par rapport à la Russie. Malgré cette volonté, le poids économique de la Russie reste conséquent et les efforts du gouvernement n'ont pas réussi, pour l'instant, à complètement remplacer la Russie. Malgré les tensions politiques et militaires, la Russie reste le partenaire commercial le plus important de l'Ukraine (voir le chapitre 3).

La politique ukrainienne concernant les accords économiques consiste à se rapprocher de l'Union Européenne, notamment par la signature de l'accord d'association avec celle-ci, qui vient d'être ratifié par les Pays-Bas permettant finalement sa mise en application, après qu'une première version de l'accord fut écartée par référendum dans ce pays. La nouvelle version précisant que cet accord ne consiste pas en une facilitation de l'accès au sein de l'UE a obtenu la ratification du parlement néerlandais en mai 2017 et est entré en vigueur en octobre 2017. Cet accord d'association consiste en un rapprochement économique, juridique et politique entre les deux entités, par la mise en place d'une zone de libre-échange, du rapprochement de la législation ukrainienne à celle européenne, et par le soutien politique aux autorités ukrainiennes dans le cadre du développement de l'état de droit, de la bonne gouvernance ou encore de la défense des droits de l'Homme. Avant cette ratification, l'Ukraine et l'UE avaient déjà mis en place le 'Deep and Comprehensive Free Trade Agreement (DCFTA)', créant une zone de libre-échange. Les termes du DCFTA sont repris et inclus dans l'accord d'association.

Parallèlement à cet accord d'association, l'Ukraine tient une place prépondérante dans la politique européenne de voisinage ainsi que dans le partenariat oriental. Cette démarche a pour but de promouvoir et de faciliter la coopération multilatérale au niveau politique et économique.

Un autre accord en cours de négociation est celui portant sur la libéralisation du trafic aérien entre l'Ukraine et l'Union Européenne. D'après le projet d'accord, les restrictions au trafic aérien de ligne et de transport de marchandises entre l'Union Européenne et l'Ukraine seraient levées tandis que l'Ukraine harmoniserait sa législation sur le sujet avec celle de l'Union Européenne. Cet accord permettrait également à des compagnies européennes de réaliser des vols internes au sein de

l'Ukraine, mesure qui ne serait pas réciproque. Cet accord n'a toutefois toujours pas été signé, notamment en raison de l'incapacité de l'Espagne et du Royaume-Uni de s'entendre sur la formulation d'une disposition concernant Gibraltar.

Outre ses accords avec l'Union Européenne, l'Ukraine participe également à un partenariat rapproché avec ses voisins. Premièrement, l'Ukraine est membre fondateur du GUAM, groupe réunissant la Géorgie, l'Ukraine, l'Arménie et la Moldova, et ayant pour but de coopérer sur un plan sécuritaire, économique et politique afin de renforcer la démocratie et l'indépendance économique de ses membres. Cette organisation sert également à promouvoir l'intégration européenne. Le GUAM est vu par l'Ukraine comme un moyen de circonvenir à l'interdiction de transit imposée par la Russie. Malgré son but ambitieux, le GUAM n'a pas obtenu de résultats notables pour cause de manque de moyens à la fois financiers et organisationnels.

L'Ukraine a également signé et ratifié plusieurs accords de libre-échange, qui sont tous mis en place, avec l'AELE, la CEI (Communauté des Etats Indépendants) sauf la Russie, le Monténégro, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan le Turkménistan et le Canada. Elle est actuellement en négociation avec la Turquie et Israël pour signer de tels accords. La prolifération d'accords de libre-échange bilatéraux marque la volonté pour l'Ukraine de se distancer de la Russie et la nécessité de diversifier son commerce. En raison des tensions avec la Russie et l'absence de condamnation par la CEI des agissements russes, l'Ukraine a mis fin, le 19 mai 2018, à tout lien avec les organes subsidiaires de la CEI et a d'ores et déjà dénoncé 44 des 451 traités de la CEI auxquels elle est partie. L'Ukraine avait suspendu ses contributions à la CEI en 2014.

La situation économique par rapport à la Russie a drastiquement changé depuis la crise politique de 2014, le conflit dans le Donbas qui s'est ensuivi ainsi que le refroidissement des relations Russo-Ukrainiennes. Alors que la Russie constituait le partenaire économique principal de l'Ukraine (28% de ses exports en 2011, Dragneva et Wolczuk 2016 : 687), cette dernière a fortement fait baisser sa dépendance face à la première en réduisant ses imports, notamment en visant l'indépendance énergétique de l'Ukraine, et en se tournant vers l'Europe au niveau politique. Bien que bénéficiant au préalable d'une zone de libre-échange entre la Russie et l'Ukraine, le président russe Vladimir Poutine a annulé en 2015 cette zone préexistante. La Russie applique également une interdiction de transit sur le territoire russe pour les marchandises ukrainiennes, ce qui rend les états périphériques au sud (GUAM) plus importants mais aussi le transport plus cher à cause de transports plus longues pour contourner la Russie. Le 21 mars 2018, l'Ukraine a annoncé vouloir suspendre l'accord de coopération économique 2011-2020 avec la Russie. Pourtant, la Russie reste le premier partenaire commercial de l'Ukraine, bien que d'autres pays (tels que la Pologne et l'Union Européenne de manière générale) voient leurs échanges avec l'Ukraine augmenter.

Le gaz est pour l'Ukraine et la Russie un sujet de discorde. Naftogaz et l'entreprise russe chargée de l'exploitation du gaz Gazprom sont en litige au sujet du paiement de livraisons de gaz. Ce litige a été porté devant un tribunal arbitral situé à Stockholm. Le 28 février 2018, il a été annoncé que Gazprom devait payer 2,56 millions USD à Naftogaz. En réaction, Gazprom a décidé de dénoncer le contrat le liant à Naftogaz et de réduire la fourniture de gaz de 20% avec effet immédiat. Naftogaz a réussi à trouver des fournisseurs de gaz alternatifs. Le transit de gaz entre la Russie et l'Europe via l'Ukraine est pour l'instant assuré. Toutefois, le projet de gazoduc via la Mer Baltique (Nord Stream), soutenu par la Russie et l'Allemagne et combattu par l'Ukraine, démontrent une volonté de se passer de l'Ukraine comme partenaire dans la fourniture de gaz. L'Ukraine compte sur les revenus de ses activités de pays de transit dans la fourniture de gaz pour son budget. Une diminution du transit de gaz à travers l'Ukraine aurait ainsi des conséquences désastreuses pour l'économie et le budget ukrainiens (les pertes étant estimées à 2 milliards USD par an). La production de gaz ukrainienne pose également problème dans la mesure où la production a peu évolué avec le temps (restant autour de 20 milliards de m³ par an), restant en deçà de la consommation de gaz ukrainienne.

2.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)

Les accords déjà mis en place ou en cours de négociation ne contiennent pas de potentiel de discrimination pour la Suisse. La Suisse possède actuellement 6 accords bilatéraux avec l'Ukraine : l'accord relatif au trafic aérien de ligne (1993), l'accord concernant la promotion et la protection réciproque des investissements (1995), l'accord de commerce et de coopération économique entre la Confédération suisse et l'Ukraine (1995), la convention en vue d'éviter les doubles impositions sur le revenu et la fortune (2000), l'accord relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (2003), l'accord relatif à l'échange de stagiaires (2011). En plus de ces accords bilatéraux, la Suisse et l'Ukraine font partie d'un accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'AELE (2010). La Suisse et l'Ukraine ont signé le 7 Juin 2017 un accord permettant aux détenteurs de passeports non biométriques de voyager en Suisse de manière simplifiée en réduisant les éléments de preuve requis et en accélérant la procédure, allant ainsi plus loin que le reste de l'Espace Schengen dans ce domaine.

3. Commerce extérieur

3.1. Evolution et perspectives générales

L'Ukraine a connu une hausse de ses exportations (43.3 milliards USD soit +19% par rapport à 2016) en 2017, accompagnée d'une hausse (49.6 milliards USD, +26.4%) des importations (Ukrstat 2018a). Cette augmentation des exportations et des importations fait suite à une légère baisse des exportations (-4.6%) et à une légère hausse des importations (+4.6%) enregistrées en 2016. La balance commerciale est négative (-6.3 milliards USD). Les sanctions économiques contre la Russie ont forcé le pays à diversifier ses partenaires commerciaux et l'Ukraine se retrouve dorénavant moins dépendant du commerce russe. En effet, le volume des échanges commerciaux avec la Russie a fortement chuté ces dernières années (-76% exports, -78% imports entre 2013 et 2016). Ce volume a toutefois légèrement augmenté entre 2016 et 2017 (+9.6% exports, +39% imports). La Russie reste le premier pays pour l'exportation (3.936 milliards USD, 9.1% des exportations totales) et l'importation (7.204 milliards USD, 14.52% des importations totales). Malgré cela, le poids relatif de pays tiers dans le commerce extérieur de l'Ukraine a pu se développer de manière importante. Ainsi, les relations commerciales avec la Pologne se sont considérablement développées cette année, ce pays étant en passe de devenir le premier partenaire commercial de l'Ukraine (2^{ème} en termes d'exportation et 4^{ème} en termes d'importation actuellement). L'Ukraine a également intensifié ses exportations vers le Belarus (+26.5% en 2017) et la Moldavie (+47% en 2017). Les exportations à destination de l'Union Européenne se sont élevées à 17,5 milliards USD (plus haute valeur depuis 2011), soit 41% des exportations totales (maximum absolu depuis l'indépendance du pays).

Une partie importante des exportations de l'Ukraine consistant dans ses exportations de matières premières, le conflit dans le Donbas pose une menace à ces exportations. En effet, la plupart des gisements de charbon et de métal se trouvent dans ou à proximité des territoires occupés, touchés par le conflit. De plus, la vulnérabilité du transfert des ressources avec les territoires temporairement occupés rend l'accès à ces ressources problématiques. De plus, le blocus mis en place par le gouvernement contre les territoires non-contrôlés met en danger ce pan de l'économie ukrainienne. Selon la BNU, la chute des exportations liée au blocus s'est élevée à 2 milliards USD en 2017 soit 1.9% du PIB (avec une prévision de perte de 0,8 milliard USD pour 2018), (EurasiaDaily 2017). Le nonaccès à ces ressources et à l'industrie lourde peut se montrer bénéfique à long terme en poussant l'Ukraine vers une industrie plus légère, mais la transition ne sera pas aisée. Les produits finis constituent la plus grande partie des exportations ukrainiennes (40% en 2017). L'exportation de matières premières est en augmentation (représentant 30% des exportations en 2017 contre 20% en 2009 et 9% en 2007), principalement dans le domaine agricole. La baisse du prix des matières premières constitue toutefois un risque important pour l'économie ukrainienne.

Un autre risque futur pour l'Ukraine est le protectionnisme croissant de ses partenaires commerciaux. Ainsi les mesures de sauvegarde des Etats-Unis concernant l'acier et l'aluminium et les droits anti-dumping sur l'acier décidés par l'Union Européenne concernent directement les exportations ukrainiennes. (Institute for Economic Research and Policy Consulting. 2018. Ukraine's export in goods: key developments)

Le gouvernement a révélé sa stratégie gouvernementale concernant les exportations, et désire donc dans les 5 prochaines années mettre beaucoup plus l'accent sur les domaines à hautes valeurs ajoutées. Le gouvernement a ainsi identifié 5 domaines d'exportations sur lesquels il désire mettre l'accent, il s'agit des technologies des communications et de l'information, particulièrement dans le domaine du développement informatique grâce à la présence importante de ce domaine au sein des étudiants et professionnels ukrainiens ; des services créatifs et de design, incluant le marketing, design, industrie cinématographique, etc. ; le tourisme, avec un soutien particulier à l'éco-tourisme ; la réparation et l'entretien d'avions, complétant l'industrie aéronautique préexistante ; les composants aérospatiaux et aéronautiques ; les machineries lourdes ; les nourritures et boissons . Ces domaines sont considérés comme prometteurs et bénéficient ainsi d'un soutien du gouvernement (ITC 2017 : xiii).

3.2. Commerce bilatéral

La Suisse est le troisième plus grand importateur de services ukrainiens, représentant 7.10% des exportations ukrainiennes, directement après la Russie (32.59%) et les USA (7.80%) (Ukrstat 2018c). A titre de comparaison, l'ensemble des pays de la CEI forment 35.78% des exportations ukrainiennes et l'ensemble des pays de l'Union Européenne 31.87%. Les services importés par la Suisse d'Ukraine sont principalement constitués de gestion de matières premières (34.3%), des transports (33.1%) et de technologies de l'information (20.6%), tandis que l'Ukraine importe des services suisses dans les domaines des transports (26.4%), des technologies de l'information (20.7%) et du business (17.6%). Le niveau de commerce des services a connu une hausse en 2017, l'Ukraine connaissant une hausse des exports de 9.7% et une hausse des imports de 8.9% concernant ce commerce des services avec la Suisse. La Suisse est également le 7^{ème} plus grand exportateur de services vers l'Ukraine (3.89% des importations ukrainiennes) derrière les USA (10.64%), le Royaume-Uni (9.32%), la Russie (7.92%), l'Allemagne (6.90%), la Turquie (6.67%) et Chypre (4.20%). La balance commerciale dans le domaine des services est de 534 millions USD en faveur de la Suisse.

Le commerce de biens n'est pas dans une telle situation de prééminence de la Suisse. En effet, celle-ci est la 48^{ème} plus grosse destination d'export de biens Ukrainiens, tandis que la Suisse est le septième plus gros pays de provenance des imports. Les exports de biens ukrainiens à destination de la Suisse ont augmenté en 2017, de 41.1% d'après les statistiques suisses (Administration Fédérale des Douanes) et de 72% d'après l'Office de Statistique Ukrainien. Parallèlement, les imports de biens suisses en Ukraine ont augmenté, bien que là encore les chiffres diffèrent. Les statistiques suisses annoncent une hausse de 16.5% tandis que l'Ukraine avance une hausse de 71%. Quoi qu'il en soit, la balance commerciale avec l'Ukraine reste clairement en faveur de la Suisse, permettant d'augmenter le surplus de notre balance commerciale. Les écarts entre les statistiques ukrainiennes et suisses sont inexplicables par l'Ambassade.

Les exports de biens de l'Ukraine à destination de la Suisse sont composés principalement d'horlogerie et de bijouterie (45%), de textiles (14.72%), de machines électriques (5.38%), de métaux (4.96%) et de papier (3.93%). Les imports Ukrainiens en provenance de Suisse sont majoritairement composés de produits chimiques et pharmaceutiques (35.29%), de machinerie et de biens mécaniques (12.6%) et d'horlogerie et bijouterie (11.62%) (Source : Administration fédérale des douanes. Voir annexe).

Les exportations et importations Ukrainiennes vers/depuis la Suisse sont clairement en augmentation.

4. Investissements directs

4.1. Evolution et perspectives générales

Les investissements directs en Ukraine sont actuellement en hausse, suite à deux années de chute à cause des événements de Maidan, en conséquence desquels les stocks de FDI ont connu une baisse de 27% en quatre ans, passant ainsi de 53,8 milliards USD en janvier 2014 à 39,14 milliards

USD en janvier 2018 (Ukrstat 2018c). Le stock est toutefois en hausse depuis 2017 (36.15 milliards USD en 2016, 37.51 milliards USD en 2017), ce qui prouve le fait que l'Ukraine redevienne attractive pour les investisseurs étrangers, qui font preuve d'un optimisme prudent. Le niveau d'investissement étranger reste toutefois largement symbolique, à seulement 2% du PIB (contre 5% en moyenne avant 2014), ce qui la place derrière la Moldavie, le Belarus ou la Géorgie (*EBRD Transition Report, Prognose für 2017*).

La Chypre et les Pays-Bas forment les deux pays avec le plus d'investissements en Ukraine, mais ceux-ci sont actuellement en baisse, tandis que la Fédération de Russie, ayant subi un choc majeur suite aux événements de 2014, intensifie fortement ses investissements en Ukraine et solidifie sa position d'acteur majeur, malgré la volonté gouvernementale de se détacher de la Russie et de se rapprocher de l'Europe.

4.2 Investissements bilatéraux

La Suisse est un des plus grands investisseurs en Ukraine, se trouvant à la 7^{ème} place des stocks d'investissements et étant dans le top 10 des plus grands investisseurs depuis 2012. La part des investissements suisses dans le total des Investissements Directs Etrangers (IDE) en Ukraine a connu une hausse suite aux événements de 2014, en doublant presque en l'espace de 4 ans. Ainsi la part des IDE suisses, correspondant à 2.45% en 2013, est passée à 3.87% en 2017 et à 3.93 en 2018 (Ukrstat 2018c). Il est important de noter cependant que la croissance des investissements suisses s'est contractée suite à 2014, passant de 23.09% de croissance en 2013 à 1.49% en 2018. On constate donc que les investissements suisses en Ukraine n'ont pas connu de baisse, mais leur croissance s'est réduite depuis trois ans.

4.3 Domaines favorables aux investissements¹

L'Ukraine est un pays avec un énorme potentiel d'investissement, bien que marqué par plusieurs inefficacités. Les réformes, bien que pas assez rapides, ont permis d'obtenir plusieurs acquis précieux facilitant la possibilité d'exercer une activité économique en Ukraine. Premièrement, le système de taxes a bénéficié d'une amélioration substantielle, facilitant la possibilité de récupérer la TVA pour les entreprises exportant à l'étranger en introduisant notamment un remboursement automatisé de la TVA (Ukraineinvest 2017); ainsi que réduisant les taxes salariales des entreprises en diminuant la taxe de contribution sociale pour les employeurs, qui est passée de 38% à 22% du salaire, ainsi que la taxe sur le revenu, baissant à 18% du salaire par rapport à plus de 20% précédemment (USUBC 2016). De plus, le système étatique est dorénavant beaucoup plus réceptif aux plaintes des entreprises grâce au développement de plusieurs structures permettant aux entrepreneurs de transmettre leurs doléances et d'interagir avec le gouvernement. Ces structures comprennent par exemple un Ombudsman pour le Business ou encore la création d'un conseil d'investissement. Le Premier Ministre, l'Ombudsman, le responsable du Bureau de la Sécurité et le Procureur Général se réunissent également plusieurs fois dans l'année pour discuter personnellement de cas spécifiques concernant des plaintes non résolues émises par des entreprises. Ces mesures prouvent donc que les investissements sont considérés comme importants, et que les plaintes soulevées bénéficient de l'attention du plus haut niveau de l'administration et de l'exécutif.

Le premier secteur favorable aux investissements réside dans l'industrie, qui traditionnellement fit la force des exports ukrainiens, poussée par l'apport d'ingénieurs et d'experts industriels en provenance des nombreuses écoles spécialisées du pays. Plus de 25% de la population travaille dans le secteur manufacturier, permettant d'avoir accès à un grand nombre d'employés potentiels et bien formés (CIA 2017). La scène industrielle ukrainienne présente un fort potentiel dans l'industrie lourde, spécialisée dans les domaines de l'automobile, de l'aéronavale et de la construction navale.

¹ Les informations de ce sous-chapitre sont, en partie, tirées de discussions avec le Député Directeur d'Ukraineinvest, avec le coordinateur de l'Office Européen de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ainsi qu'avec la suppléante de l'Ombudsman pour le Business.

L'extraction de ressources naturelles telles que le charbon et le fer avait une place importante dans ce domaine, mais le conflit à l'est a rendu ce secteur peu attractif, la plupart des sites d'extraction se situant à proximité des zones de conflits ou dans les zones non-contrôlées par le gouvernement ukrainien. L'industrie automobile est l'un des domaines les plus prisés ces dernières années, grâce à la proximité du marché européen. L'Ukraine produit ainsi 200'000 véhicules par ans, principalement destinés à l'export (Ukraineinvest 2017). La construction aéronavale est un deuxième élément possédant un certain potentiel pour l'industrie ukrainienne, caractérisé par le design d'avions tels les divers Antonov. La production domestique est marquée par l'occupation d'une niche de modèles d'avions ultra-light et privés (Ukraineinvest 2017). Finalement, la construction navale est un secteur prometteur, mais faisant face à de nombreuses difficultés, l'Ukraine étant dans les 10 premiers producteurs de bateaux en Europe (SEA Europe 2016 : 47) et fournissant une partie importante des marins du monde entier. Cependant, le réseau fluvial ukrainien est sous-développé, ne permettant pas à ce domaine de réaliser son plein potentiel. Finalement, l'industrie légère est actuellement en hausse marquée, bien que restant encore faible par rapport au reste des autres industries. Ce domaine est marqué par des industries à fortes valeurs ajoutées telles que les textiles, les matières premières travaillées formant le plus grand nombre d'exportation de services d'Ukraine (Ukrstat 2017d), ou la nourriture transformée. Le textile profite des coûts du travail faibles et de la proximité de l'Union Européenne tandis que la nourriture transformée profite de la rentabilité des sols et du potentiel agricole de l'Ukraine, ainsi que de la croissance du marché interne concernant les produits alimentaires de niche (Ukraineinvest 2017). Ces industries à forte valeur ajoutée sont soutenues par le gouvernement et sont un des piliers au cœur de sa stratégie d'exportation (ITC 2017). On peut donc voir un remplacement progressif de l'industrie lourde ukrainienne par des industries plus légères et techniques.

Un deuxième domaine de prédilection pour les investisseurs étrangers est celui de l'agriculture, les sols agricoles représentant 70% du territoire ukrainien et le pays abritant 30% des réserves mondiales de sol noir, une des terres les plus fertiles de la planète. Dans ce contexte, l'exploitation agricole est encore sujette à de nombreuses restrictions, notamment le manque d'un marché de propriété foncière agricole (voir le chapitre 1).

La plus grande partie de la production agricole actuelle de l'Ukraine consiste en une combinaison diversifiée de cultures céréalières et fourragères comprenant le blé, le maïs, l'orge, le tournesol, la betterave à sucre, le tabac, les légumineuses et les fruits et légumes. L'Ukraine conserve une position de leader en tant que grand producteur de céréales, en particulier de blé. L'ensemble de la récolte céréalière annuelle peut atteindre 90-100 millions de tonnes. A supposer une récolte favorable et en retranchant les 40-50 millions de tonnes nécessaires pour le marché intérieur, cela laisse toujours environ 50-60 millions de tonnes disponibles pour l'exportation sur une base annuelle. Avec de tels résultats, l'Ukraine occupe actuellement la troisième place sur le marché mondial des exportations de céréales. Les experts de l'industrie prédisent que d'ici le milieu des années 2020, l'Ukraine sera le numéro 3 de la production alimentaire mondiale, juste derrière les États-Unis et le Brésil. (Ukraineinvest. 2018)

Troisièmement, un autre secteur important est celui des technologies électroniques et des communications, qui forment un des principaux services exportés par l'Ukraine (Ukrstat 2017d). L'industrie informatique ukrainienne est une force motrice dans la résurgence de l'économie du pays et est diversifiée; du travail de pointe dans les domaines de l'IA, de la cyber sécurité et des nanotechnologies aux entreprises hautement commerciales dans la blockchain, la FinTech, la gestion des Big Data, le jeu-vidéo et le commerce électronique, des opportunités d'investissement existent. Des estimations prudentes placent le nombre de spécialistes en informatique en Ukraine à plus de 90'000 et ce chiffre devrait doubler au cours des trois prochaines années. L'Ukraine compte le plus grand nombre de professionnels de l'informatique en Europe et le nombre de professionnels de l'informatique qui croît le plus rapidement. Les universités et les instituts polytechniques du pays accueillent chaque année plus de 100'000 nouveaux ingénieurs. L'Ukraine compte plus de 1 000 sociétés de services informatiques locales et plus de 100 grandes sociétés mondiales ayant des filiales dans le pays. Le classement 2017 des meilleures entreprises technologiques de l'Association internationale des professionnels de l'externalisation (IAOP), «The Global Outsourcing 100», comprenait 13 entreprises de technologie de l'information en Ukraine.

Quatrièmement, le secteur énergétique est en croissance récente, suite à la volonté du gouvernement de s'affranchir des importations énergétiques et d'atteindre une indépendance énergétique (DFAE 2015 : 9). Premièrement, l'entreprise nationale ukrainienne chargée de l'exploitation de gaz, Naftogaz, fait l'objet d'une réforme importante, permettant donc l'accès au marché du gaz ukrainien à de tiers parties, là où l'exploitation de ce domaine était précédemment du ressort de l'état uniquement (Ukraineinvest 2017). Concernant l'exploitation électrique, le désir d'indépendance par rapport à la Russie ouvre de nombreuses voies d'exploitation. L'élément le plus important du paysage électrique est actuellement le nucléaire, avec plus de 50% de la production électrique ukrainienne provenant des centrales atomiques. Celles-ci sont déjà poussées au maximum, et il n'existe pas de plan de construction de nouveaux réacteurs, mais le gouvernement désire diversifier son approvisionnement en carburant nucléaire, afin de ne plus dépendre que d'un seul investisseur, et il est nécessaire de remplacer les réacteurs nucléaires existants. De plus, dans un but de diversification et d'efficacité énergétique, le gouvernement a adopté dans sa stratégie énergétique le but d'augmenter l'alimentation énergétique en énergie renouvelable (ENERCEE 2014 : 2-3), permettant ainsi au savoir-faire suisse de développer de nouveaux investissements dans le domaine de la production d'électricité renouvelable, notamment grâce à une géographie et à un climat favorable au développement de l'énergie hydraulique le long du Dnipro, à l'énergie solaire dans les plaines ensoleillées d'Ukraine ainsi qu'à l'énergie éolienne (Ukraineinvest 2017). Les coûts importants des installations d'énergies renouvelables rendent pour l'instant difficile leur diffusion et leur développement au sein de la population. Le gouvernement pousse activement pour une amélioration de l'efficacité énergétique du pays, mais le niveau de vie des Ukrainiens restant bas ce domaine à de la peine à décoller.

Finalement, l'infrastructure de transport est un domaine avec un potentiel considérable d'investissements. Les transports forment le deuxième plus grand domaine d'exportation des services ukrainiens, en croissance de 3,6% en 2016 (Ukrstat 2017d). L'Ukraine est le plus grand pays en Europe (à part la partie européenne de la Russie). La position centrale de l'Ukraine permet de voir passer des marchandises en provenance de Russie et d'Asie à destination de l'Europe et vice-versa.

Chemins de fer

Le réseau ferroviaire ukrainien est géré par "Ukrzaliznytsia" et est l'un des plus étendus d'Europe avec une longueur totale cumulée de plus de 22 000 km, dont 45% sont électrifiés. Sur une base annuelle, le réseau ferroviaire traite plus de 80% du fret national et 50% du trafic passagers qui sillonne le pays. En termes de volume de transport, le réseau ferroviaire ukrainien est le 14ème plus grand du monde, le 6ème plus grand transporteur de passagers et le 7ème plus grand transporteur de fret au monde. Le réseau ferroviaire ukrainien est entièrement intégré aux réseaux des pays voisins que sont la Biélorussie, la Moldavie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Hongrie et la Russie. Le réseau cogère également 40 postes frontaliers internationaux et dessert 13 ports maritimes dans le bassin de la mer Noire.

Routes

L'Ukraine dispose d'un réseau routier étendu de plus de 170 000 km qui couvre l'intégralité de son territoire; cela comprend quatre corridors internationaux qui traversent le pays et servent d'importantes voies de transport pour le trafic de marchandises et de voyageurs. Ces dernières années, il y a eu une amélioration notable dans ce secteur; La politique de l'État s'est concentrée sur l'infrastructure du pays et a mobilisé avec succès les ressources des organismes internationaux et la coopération des pays étrangers afin d'attirer de nouveaux investissements dans le réseau routier. La politique actuelle de renouvellement du réseau routier du pays est décrite dans la « Stratégie de transport de l'Ukraine 2020 ». La stratégie énonce les objectifs législatifs nécessaires et les réformes sectorielles nécessaires pour mettre le réseau routier ukrainien aux normes européennes. La politique de l'État est désormais axée sur la promotion d'un marché concurrentiel dans la construction routière qui stimule la mise en œuvre de nouveaux projets de partenariat public-privé. Cette dernière initiative offre de nouvelles opportunités pour l'investissement étranger.

Maritime

Le secteur des transports maritimes de l'Ukraine est un ensemble multifonctionnel de rivières et de ports maritimes couplé à l'infrastructure de soutien qui dessert le secteur des exportations et des importations de l'Ukraine. Un avantage concurrentiel pour l'Ukraine est que tous les ports du pays situés le long du littoral de la mer de Black sont des ports d'eau chaude qui offrent un accès à l'océan Atlantique et à l'océan Atlantique toute l'année. À l'origine, les ports maritimes de l'Ukraine étaient conçus pour soutenir les exportations traditionnelles de métaux ferreux, de charbon, de minerai de fer et de céréales du pays. L'infrastructure qui soutient cette capacité a vieilli mais offre d'importantes opportunités d'investissement et de réaménagement; Les mises à niveau technologiques permettant de répondre aux besoins croissants d'import / export de l'Ukraine est une autre opportunité d'investissement.

Transport aérien

L'Ukraine compte 23 grands aéroports (19 appartenant à l'État), dont 12 sont des aéroports internationaux et offrent des vols réguliers à des compagnies aériennes commerciales. Un important réaménagement est intervenu en 2012 lorsque l'Ukraine a modernisé et / ou construit de nouveaux aéroports internationaux à Kyiv, Lviv, Kharkiv et Donetsk. Cependant, compte tenu de la taille et de la population du pays, le secteur du transport aérien ukrainien reste sous-développé et offre des possibilités d'investissement.

Creating the new reality instead of repairing the old one – Ist der Leitspruch der Nationalen Transport Strategie 2030 «Drive Ukraine».

Der Transportsektor soll durch die Strategie 2030 ganzheitlich modernisiert und damit effizienter, günstiger und insgesamt leistungsfähiger gemacht werden. **Bürokratische Hürden** sollen **abgebaut** und der **Transportsektor liberalisiert** werden. Die Dienstleistungen sollen zunehmend von Privaten bzw. durch Public-Private Partnerships angeboten werden. Durch **marktwirtschaftliche Strukturen** soll im gesamten Transportsystem ein effizienter und qualitativ hochstehender Betrieb sichergestellt werden, der **ohne signifikante staatliche Zuschüsse** auskommen kann. Damit soll auch eine bessere **Integration in das internationale Transportsystem** (Insbesondere in das Trans-European Transport Network (TEN-T)) möglich werden. Durch die Digitalisierung diverser Abläufe soll die **Transparenz erhöht** und damit die **Korruption eingedämmt** werden.

Im **Personenverkehr** zielt die Strategie einerseits auf die **Steigerung der Sicherheit** und damit die Reduktion der Unfalltoten ab. Gleichzeitig sollen die Reisezeiten signifikant gesenkt und die Servicequalität gesteigert werden. Ein nennenswertes Ziel der Strategie ist die **Erhöhung der Anzahl Flughafen** im Land von aktuell 19 auf 50 (die maximale Distanz zu einem Flug soll damit eine Stunde betragen). Weiter setzt die Strategie auf Innovation: Steigerung der Anzahl Elektrofahrzeuge im Verkehr (mehr als 50% der neuverkauften Personenwagen sollen bis zum Jahr 2030 Elektrofahrzeuge sein), Projekte wie [Hyperloop](#) oder der Einführung digitalisierter Bezahlsysteme im Nahverkehr.

Hauptziel im **Gütertransport** ist die Kapazitätssteigerung. Die Ukraine soll einerseits von ihrer idealen **geographischen Lage wirtschaftlich besser profitieren können** andererseits soll die heimische Industrie mit einem effizienten und günstigen Transportsystem unterstützt werden. Spezifische Schwerpunkte im Bereich Gütertransport sind der **Ausbau der Hafeninfrastruktur** durch den Bau von Tiefseehäfen sowie der **Ausbau der Binnenschifffahrt**.

Die **Kosten** zur Umsetzung der gesamten Strategie werden vom UA Infrastrukturministerium auf **rund 6 Milliarden Euro** geschätzt. Die Strategie basiert auf der Annahme, dass der grösste Teil dieser Ausgaben (jeweils im Rahmen einzelner Projekte) durch internationale Unterstützung (bspw. durch die EU), privaten Investoren oder durch Public-Private Partnerships finanziert werden kann.

La scène de l'investissement en Ukraine n'est pas uniquement positive. Malgré son potentiel important, plusieurs obstacles continuent à nuire au développement d'un environnement entrepreneurial fécond. La corruption, comme mentionné plus haut dans le chapitre 1, est endémique en Ukraine, avec 84% des entrepreneurs (84% en 2012) considérant le pays comme sévèrement atteint par la corruption (Ernst&Young 2018). Malgré des réformes formelles pour lutter contre ce fait, l'état d'esprit n'a pas encore complètement changé, et la corruption est un problème majeur. Il y a une certaine opposition aux mesures anticorruption, ce qui ralentit la mise en place des réformes et les rend compliquées.

Un second problème auquel les entreprises désirant investir en Ukraine doivent faire face est le manque de garanties offertes par l'état en cas de changement institutionnel ou structurel. Le gouvernement actuel est amical auprès des entrepreneurs, mais s'il venait à changer (en raison des élections parlementaires et présidentielles en 2019), il n'y a aucune garantie que les mesures actuellement mises en place pour soutenir les investissements restent d'actualité. Il n'existe aucune assurance contre les risques politiques fournie par l'Ukraine comme il en existe dans plusieurs pays, il s'agit d'une réalité importante à garder à l'esprit.

Il est également difficile d'obtenir un crédit auprès d'une institution financière, la place financière locale étant marquée par une baisse du nombre de crédits accordés, et si ce crédit est obtenu il se révèle souvent hors de prix, avec des taux d'intérêt prohibitifs. Les banques suisses considèrent l'Ukraine comme pays à risque et sont donc réticentes à prêter dans ce contexte.

Malgré les bas salaires qui sont propices à des investissements étrangers, l'Ukraine doit faire face à une importante perte de talents, car les jeunes étudiants quittent souvent le pays afin d'aller travailler à l'étranger. Le Ministère des Affaires Etrangères ukrainien estime que 5 millions d'Ukrainiens travaillent à l'étranger. Les entreprises font face à un manque grandissant de main-d'œuvre qualifiée, qui risque d'empirer lors des prochaines années. En effet, plus de la moitié des Ukrainiens âgés de 18 à 35 ans sont désireux de partir vivre à l'étranger. Cette émigration massive entraîne des risques pour le développement économique, la perte de population active pouvant résulter en une baisse des recettes fiscales et menacer le niveau des retraites (Razumkov 2018).

Malgré l'attitude plus ouverte du gouvernement concernant les problèmes des compagnies, le remède « personnalisé » et la nécessité de s'adresser aux hauts fonctionnaires en cas de problèmes, montre que les institutions (procureurs, cours, forces de sécurité) ne fonctionnent pas (encore) à la satisfaction de l'économie privée.

Finalement, malgré la facilité d'ouvrir un business en Ukraine, le reste du processus n'est pas aussi facile et est jonché d'obstacles. Ainsi, la Banque Mondiale (The World Bank 2017a) a classé l'Ukraine au 76^{ème} rang mondial de la facilité à faire du business dans son rapport « Doing Business ». Le rapport classe l'Ukraine parmi les pays dont l'économie a le plus facilité le processus d'entreprenariat cette année. Le pays reste toutefois classé derrière toutes les anciennes républiques socialistes soviétiques (à l'exception du Kirgizstan et du Tadjikistan) et derrière tous les autres pays de l'Europe de l'Est (à l'exception de la Bosnie et Herzégovine). L'Ukraine est à la 61^{ème} place (sur 109) de l'Index de l'attractivité des investissements étrangers directs, derrière des pays comme la Russie (50^{ème}) ou la Pologne (30^{ème}).

Il peut donc être compliqué de mener à bien un effort d'investissement en Ukraine, mais le potentiel de ce pays est important. Le conflit notamment ne pose pas de dangers importants sur les investissements étrangers en dehors du Donbas et de la Crimée, régions excentrées et relativement petites par rapport à la taille de l'Ukraine.

5. Promotion commerciale, économique et touristique « Promotion de l'image de la Suisse »

5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

Le principal acteur de la promotion économique de la Suisse en Ukraine est l'Ambassade elle-même. L'Ambassade a ainsi organisé :

- Septembre 2017: visite de travail du ministre ukrainien par interim de la santé en Suisse. Une réunion/discussion avec les autorités suisses, une visite de l'Hôpital Universitaire de Zurich et un séminaire pharmaceutique à Bâle avec le ministre comme orateur principal ont eu lieu.
- Avril 2018: Une table ronde sur l'innovation et une discussion avec des représentants du ministère de la santé ont été co-organisées avec Roche

- Avril 2018: Une discussion avec Mme Mykolska, Vice-Ministre de l'économie, au sujet de la Stratégie d'exportations de l'Ukraine a eu lieu.
- Juin 2018: Un évènement de réseautage pour les top-managers des compagnies suisses, allemandes et autrichiennes a été organisé.

L'ambassade organise 5 ou 6 'Swiss Business Meetings' au cours de chaque année, afin de réunir les entrepreneurs suisses actifs en Ukraine et d'écouter leurs expériences pour les aider au mieux. L'Ambassade est également en contact régulier avec les grands acteurs de l'économie en Ukraine afin de promouvoir la Suisse et les investissements suisses. L'Ambassade organise régulièrement des voyages à l'intérieur du pays afin que l'Ambassadeur puisse rencontrer les entrepreneurs suisses actifs en Ukraine. Finalement, l'Ambassade organise également plusieurs rencontres d'affaire avec des entrepreneurs et les autorités.

Switzerland Global Enterprise (S-GE), représentée en Ukraine par l'Ambassade, permet de faire le lien et d'aider des entreprises Suisses à s'installer en Ukraine, et inversement. L'Ambassade en collaboration avec S-GE, KPMG Switzerland, Schellenberg Wittmer et Integrities a organisé 7-8 séminaires et présentations en 2018 sur le sujet « Location Switzerland » pour présenter la Suisse à des acteurs économiques ukrainiens.

Le troisième acteur de cette promotion économique est la 'Joint Chamber of Commerce Switzerland CIS/Georgia (JCC) qui organise des ateliers de rencontre entre entrepreneurs suisses et ukrainiens en collaboration avec l'Ambassade. A Zürich sont régulièrement organisés des événements de promotion de l'Ukraine pour entrepreneurs suisses. Evènements en Suisse : afin de développer le commerce et les investissements bilatéraux entre la Suisse et l'Ukraine, l'Ambassade a co-organisé avec la JCC :

- 17 janvier 2017: Evènement de promotion des investissements "Ukraine - Brain and bread basket" Zurich.
- 19 septembre 2017: Table ronde pharmaceutique Suisse-Ukraine, Bâle.
- 14 juin 2018: Repas d'affaires Suisse-Ukraine "Key Reforms and New Business Opportunities", Zurich.
- L'Ambassade soutient la JCC par l'organisation d'une Conférence de la JCC sur la Blockchain le 15 octobre 2018 à Zurich.

Un dernier acteur important est Suisse Tourisme, qui travaille en collaboration étroite avec l'Ambassade pour organiser des promotions de la Suisse en tant que destination touristique, en ayant invité les médias ukrainiens en Suisse 7 fois en 2017 et 8 fois en de janvier à août 2018, pour participer à un voyage de promotion à destination du public ukrainien. L'Ambassade assiste également les professionnels du tourisme. Suisse Tourisme a ainsi invité une délégation ukrainienne de tour-opérateurs à la foire du tourisme de Swiss Travel Mart en 2017 à Davos et Swiss Travel Mart Snow à Gstaad en 2018, afin à promouvoir la Suisse comme destination touristique.

L'Ambassade a également co-organisé:

- Quelques évènements pour mettre en valeur la reprise des vols directs de SWISS à destination de l'Ukraine en mars 2018.
- Le 27 mars 2018, un workshop et une réunion ont été organisés pour une délégation d'hôtels, de destinations et de régions suisses (28 personnes). Plus de 100 agences de voyages ukrainiennes ont visité cet atelier et rencontré des partenaires suisses.

Il y a une présence de la Fondation Genève Tourisme & Congrès à Kiev pour promouvoir la ville de Genève.

5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

Tourisme, éducation, autres services²: La Suisse ne représente pas une destination majeure pour les touristes ukrainiens, et cette situation empire chaque année depuis les événements de 2014. Le nombre de visites touristiques en Suisse par des Ukrainiens en 2017 a connu une baisse de 10.8% (26'362 en 2017 et 23'784 en 2016). Les Ukrainiens restent toutefois plus longtemps en Suisse (67'262 nuitées enregistrées en 2017 contre 62'468 en 2016, soit une augmentation de 7.7%).

Cependant, la Suisse attire beaucoup d'Ukrainiens possédant de la famille ou des amis résidents en Suisse, ce qui témoigne de l'importance de la diaspora ukrainienne en Suisse et de l'attrait que celle-ci exerce sur les Ukrainiens. Un deuxième motif de visite en Suisse est pour le business, ce qui prouve l'attractivité de la Suisse pour la scène économique ukrainienne.

Le système éducatif Suisse est perçu globalement comme étant de bonne qualité, notamment grâce aux deux écoles polytechniques fédérales, et les écoles privées suisses sont également tenues en haute estime par les opulents ukrainiens. Cependant, le nombre de Visas pour buts scolaires délivré chaque année est en baisse drastique depuis plus de 3 ans, connaissant une baisse de 54.9% en 2017 pour les visas de type C de courte durée (62 en 2016, 28 en 2017), ainsi qu'une baisse de -14.1% pour les visas de type D de longue durée (135 en 2016, 116 en 2017), ce qui montre que la Suisse n'est attractive que pour un nombre réduit d'étudiants ukrainiens, car le coût de la vie reste trop élevé.

L'Ambassade a délivré 32 visas de courte durée pour des raisons médicales en 2017, ce qui représente une baisse de 55.6% (72 visas en 2016). Le fait que cette catégorie reste une des plus garnies prouve que la Suisse représente encore un pays attractif pour les riches ukrainiens désirant se soigner, mais cet attrait est en forte baisse en 2017.

L'entrée en vigueur de la libéralisation des visas (qui ne sont plus nécessaires pour les Ukrainiens séjournant moins de trois mois) en 2017 explique la chute du nombre de visas de courte durée.

Investissements : La Suisse n'est pas considérée comme un partenaire principal dans l'esprit des investisseurs ukrainiens, ce qui s'en ressent sur le fait que l'Ukraine ne réside pas dans le top 10 des investisseurs étrangers en Suisse, leur stock d'IDE étant inférieur à 0,5% du total (BNS 2017). La Suisse est cependant perçue comme un pays avec une excellente qualité de confection de produits, possédant une industrie de précision bien que chère. La Suisse offre aux entrepreneurs ukrainiens un accès au marché interne de l'Union Européenne, la possibilité de profiter de l'image de marque de la Suisse ainsi que de bénéficier de la stabilité politique et économique de la Suisse et de la sécurité pour les investissements que cette stabilité produit. En conséquence de cette stabilité, plusieurs entreprises ukrainiennes ont ouvert un siège en Suisse.

Place financière suisse : La place financière Suisse est perçue comme étant un réseau de haute qualité, garante d'un savoir-faire développé dans le domaine financier. Il persiste toujours une perception négative concernant l'évasion fiscale, mais les efforts des dernières années ont porté leurs fruits, et cette perception s'est atténuée. L'Ukraine étant également un exportateur de produits alimentaires, la Suisse est bien perçue concernant le trading et l'échange de ces produits. Plusieurs entreprises ukrainiennes ont ainsi ouvert un bureau de trading en Suisse.

² Données issues des statistiques de Suisse Tourisme 2016

Bibliographie

Livres et Articles

Akhunzada, Wajid Ali; Qadir, Altaf; Maqsood, Niaz; Rasool, Ghulam; Rahman, Raza Ur. 2015. « Internally Displaced Persons (IDPs): Anxiety and Depression », dans *Professional Medical Journal* 22(3) : 337-342

Alesina, Alberto et Rodrik, Dani. 1994. « Distributive Politics and Economic Growth », dans *Quarterly Journal of Economics* 109(2) : 465-490

Balzacq, Thierry. 2007. « La politique européenne de voisinage, un complexe de sécurité à géométrie variable », dans *Cultures et Conflits* 66 : 31-59

Barro, Robert J. 2000. « Inequality and Growth in a Panel of Countries », dans *Journal of Economic Growth* 5 : 5-32

Bykova, Alina. 2016. *Post-traumatic stress disorder among refugees and IDPs from Eastern Ukraine military conflict zone*. Research grant proposal framework. Yerevan : American University of Yerevan

Dragneva, Rilka et Wolczuk, Katarina. 2016. « Between Dependence and Integration: Ukraine's Relations With Russia », dans *Europe-Asia Studies*, 68(4) : 678-698

Galor, Oded et Zeira, Joseph. 1993. « Income Distribution and Macroeconomics », dans *The Review of Economic Studies* 60 : 35-52

Tilikina, Natalya. 2016. « Study of Forced Migration as a Major Reason for Internal and External Migration in Ukraine », dans *EUREKA: Social and Humanities* (4) : 23-28

Ustenko, Oleg, Segura, Julia, Povrozhnyuk, Valentyn et Segura, Edilberto L. 2017. *Ukrainian Macroeconomics Situation*. Kyiv: The Bleyzer Foundation.

Agences Gouvernementales, Internationales et Organisations Non-Gouvernementales

Bloomberg. 2018. *Ukraine's Ban on Selling Farmland Is Choking the Economy* <https://www.bloomberg.com/news/features/2018-01-02/ukraine-s-ban-on-selling-farmland-is-choking-the-economy> [Consulté le 14.06.18]

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2016. *November 2016 Inflation Review*. En Ligne. <https://bank.gov.ua/doccatalog/document?id=40920064>. [Consulté le 16.01.2017]

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2016a. *Inflation Report :October 2016*. En Ligne. <https://bank.gov.ua/doccatalog/document?id=38926393>. [Consulté le 16.01.2017]

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2016b. *Macroeconomics and Monetary Review : December 2016*. En Ligne. <https://bank.gov.ua/doccatalog/document?id=41706751>. [Consulté le 16.01.2017]

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2017c. *Monetary and Financial Statistics : November 2017*. En Ligne. <https://bank.gov.ua/doccatalog/document?id=61427265>. [Consulté le 08.02.2017]

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2016d. *The State Approves Decision on Its Equity Participation in PrivatBank PJSC*. En Ligne. https://bank.gov.ua/control/en/publish/article?art_id=41121635&cat_id=92536. [Consulté le 16.01.2017]

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2016e. *Banking Sector Revue: October 2016*. En Ligne. <https://bank.gov.ua/doccatalog/document?id=37796168>. [Consulté le 17.01.2017]

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2017. *Monetary and Financial Statistics: January 2017*. En Ligne. <https://bank.gov.ua/doccatalog/document?id=45361190>. [Consulté le 27.06.2017]

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2018a. *International reserves*). En ligne. https://bank.gov.ua/control/en/publish/category?cat_id=7693073 . [Consulté le 16.04.2018]

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2018b Banking Sector Review. Mai 2018
<https://bank.gov.ua/doccatalog/document?id=70262119>

BNU Banque Nationale d'Ukraine. 2018. *National Bank of Ukraine Presented New Circulating Coins*. https://bank.gov.ua/control/en/publish/article?art_id=64288288&cat_id=76291. [Consulté le 10.04.2018]

Carnegie Endowment for International Peace. "Ukraine Reform Monitor: March 2018" En Ligne. <https://carnegieendowment.org/2018/03/27/ukraine-reform-monitor-march-2018-pub-75909> [Consulté le 18.06.2018]

CIA Central Intelligence Agency. 2017. *The World Factbook : Ukraine*. En Ligne. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/up.html>. [Consulté le 18.01.2017]

CourEDH 2018. Affaire "Zelenchuk et Tsytsyura c. Ukraine"
[https://hudoc.echr.coe.int/eng#{"itemid":\["001-183128"\]}](https://hudoc.echr.coe.int/eng#{)

DFAE Département Fédéral des Affaires Etrangères. 2015. *Swiss Cooperation Strategy for Ukraine: 2015-2018*. Berne: Presses de la Confédération

DFAE Département Fédéral des Affaires Etrangères. 2013. *Rapport économique: Ukraine 2012*. Kiev : Ambassade de Suisse

Economist. The. "New pension reform may not go far enough for the IMF". En Ligne. <http://country.eiu.com/article.aspx?articleid=846116468&Country=Ukraine&topic=Politics&subtopic=Recent+developments> [Consulté le 18.06.2018]

ENERCEE. 2014. *Energy Strategy of Ukraine through 2035*. Kyiv (Draft Law)

Ernst&Young. 2018. Global Fraud Survey. <https://fraudsurveys.ey.com/ey-global-fraud-survey-2018/detailed-results/> [Consulté le 14 juin 2018]

EurasiaDaily. 2017 Ukraine's National Bank assesses GDP losses due to Donbass blockade: <https://eadaily.com/en/news/2017/12/11/ukraines-national-bank-assesses-gdp-losses-due-to-donbass-blockade>

Euromaidan Press: "Justice Reform in Ukraine: One step forward, two steps back?" En ligne. <http://euromaidanpress.com/2018/02/02/justice-reform-in-ukraine-one-step-forward-two-steps-back/> [Consulté le 18.06.2018]

Financial Observer. 2018. *FinMin of Ukraine estimates state budget deficit at 1.6% in 2017* <https://financialobserver.eu/recent-news/finmin-in-ukraine-estimates-state-budget-deficit-at-1-6-in-2017/> [Consulté le 29.06.2018]

FMI Fond Monétaire International. 2017. *Ukraine: Transactions with the Fund from May 01, 1984 to December 31, 2016*. En Ligne. https://www.imf.org/external/np/fin/tad/extrans1.aspx?memberKey1=993&endDate=2017%2D01%2D18&finposition_flag=YES. [Consulté le 17.01.2017]

FMI Fond Monétaire International. 2017a. *Rapport annuel 2016 du FMI: Trouver des solutions ensemble*. En Ligne. http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/ar/2016/pdf/ar16_fra.pdf. [Consulté le 17.01.2017]

FMI Fond Monétaire International. 2017b. *Ukraine Receives IMF Support But Must Accelerate Reforms*. En Ligne. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2017/04/03/na040417-ukraine-receives-imf-support-but-must-accelerate-reforms> [Consulté le 19.04.2017]

German Advisory Group to Ukraine. 2017. "Budget 2017: Continuation of the fiscal consolidation process", in *Newsletter 99*. En ligne. http://www.beratergruppe-ukraine.de/wordpress/wp-content/uploads/2017/01/Newsletter_99_2017_German-Advisory-Group.pdf. [Consulté le 27.06.2017]

ICPS. Inside Ukraine. 2018 Publication du 27 juin 2018.

Interfax-Ukraine. 2017. *Economic Monitoring No 38, December 2016*. Kyiv : Interfax-Ukraine.

International Monetary Fund. "World Economic Outlook Database" En Ligne.
http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2018/01/weodata/weorept.aspx?sy=2016&ey=2023&scsm=1&ssd=1&sort=country&ds=.&br=1&c=926&s=GGXWDG_NGDP&grp=0&a=&pr1.x=33&pr1.y=12
[Consulté le 18.06.2017]

Institute for Economic Research and Policy Consulting. 2018. *Ukraine's export in goods: key developments*.

ITC International Trade Center. 2017. *Export Strategy of Ukraine: Strategic Trade Development Road Map 2017-2021*. Kyiv.

Kyivpost. 2016. *Odesa Portside Plant's failed sale dashes bigger privatization hopes*. En Ligne.
<https://www.kyivpost.com/article/content/business/odesa-portside-plants-failed-sale-dashes-bigger-privatization-hopes-419267.html>. [Consulté le 20.04.2017]

Kyivpost. 2017. *Pension reform expected to be approved by Rada before May*. En Ligne.
<https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/pension-reform-expected-approved-rada-may.html>
[Consulté le 19.04.2017]

Kyivpost. 2017a. *Ukrainian government to present draft pension reform in Rada by May 16*. En Ligne.
<https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/ukrainian-government-present-draft-pension-reform-rada-may-16.html>. [Consulté le 19.04.2017]

Kyivpost. 2017b. *Doing Business: Search for Economic Breakthrough*. Kyiv: KyivPost Prints

Kyivpost. 2018 *EU's billion euro package for Ukraine will likely come with conditions* En ligne
<https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/eus-billion-euro-package-for-ukraine-will-likely-come-with-conditions.html> [Consulté le 14.06.18]

Kyivpost 2018b. "UNIAN: IMF criticizes Ukraine's pension Reform". En Ligne.
<https://www.kyivpost.com/ukraine-politics/unian-imf-criticizes-ukraines-pension-reform.html>
[Consulté le 18.06.2018]

MFA Ministry of Foreign Affairs. 2017. *EU's assistance to Ukraine*. En Ligne. <http://ukraine-eu.mfa.gov.ua/en/ukraine-eu/eu-policy/assistance>. [Consulté le 18.01.2017]

NRC National Reform Council. 2016. *Reforms Monitoring Process: 2015*. En Ligne.
http://reforms.in.ua/sites/default/files/upload/brochura_eng.pdf. [Consulté le 20.04.2017]

Reuters. 2018. *Ukraine passes privatisation law needed for IMF aid*
<https://www.reuters.com/article/ukraine-privatisation/update-1-ukraine-passes-privatisation-law-needed-for-imf-aid-idUSL8N1PD3LS>

SEA Europe. 2016. *Shipbuilding Market Monitoring (40)*. En Ligne. <http://www.easy-content.be/Documents/Open.aspx?guid={3ED185E6-AAA2-4793-9397-55094E47C40E}> [Consulté le 18.04.2017]

Statista. 2016. *Ukraine: Staatsverschuldung von 2006 bis 2016 in Relation zum Bruttoinlandsprodukt (BIP)*. En Ligne.
<https://de.statista.com/statistik/daten/studie/314594/umfrage/haushaltssaldo-der-ukraine-in-relation-zum-bruttoinlandsprodukt-bip/>. [Consulté le 16.01.2017]

Statista. 2017a. *Unemployment rate in member states of the European Union in October 2016 (seasonally adjusted)*. En Ligne. <https://www.statista.com/statistics/268830/unemployment-rate-in-eu-countries/>. [Consulté le 27.02.2018]

Suisse Tourisme. 2016. *Hôtellerie: arrivées et nuitées des établissements ouverts selon l'année, le mois, la région touristique et la provenance des hôtes*. En Ligne.
https://www.pxweb.bfs.admin.ch/Table.aspx?layout=tableViewLayout2&px_tableid=px-x-1003020000_103%2fpx-x-1003020000_103.px&px_language=fr&px_type=PX&px_db=px-x-1003020000_103&rxid=0e8e60cf-c3b6-46f2-b5ea-d852acb9c193. [Consulté le 19.06.2017]

The Economist. 2018. *Country Report Ukraine*
http://country.eiu.com/FileHandler.ashx?issue_id=1796778963&mode=pdf

The World Bank. 2008. *Ukraine Agricultural Competitiveness*. Washington, DC

The World Bank. 2014. *World Development Indicators: Distribution of income or consumption*. En Ligne. <http://wdi.worldbank.org/table/2.9>. [Consulté le 18.01.2017]

The World Bank. 2016. *Ukraine Economic Update : September 22, 2016*. En Ligne.
<http://pubdocs.worldbank.org/en/705541474523591719/WB-Economic-Update-September-2016-en.pdf>. [Consulté le 16.01.2017]

The World Bank. 2017. *Global Economic Prospects : Weak Investment in Uncertain Times*. En Ligne.
<http://pubdocs.worldbank.org/en/712231481727549643/Global-Economic-Prospects-January-2017-Weak-investment-uncertain-times.pdf>. [Consulté le 16.01.2017]

The World Bank 2018. *Ukraine Economic Update : April 2018*. En ligne
<http://pubdocs.worldbank.org/en/684631523347829626/Ukraine-Economic-Update-April-2018-Eng.pdf> [Consulté le 12.07.2018]

The World Bank. 2018a. *Ease of Doing Business : Ukraine*. En Ligne.
<http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/ukraine>. [consulté le 12.04.2017]

Transparency International. 2018. *Corruption Perception Index 2017*. En Ligne.
https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017. [Consulté le 01.06.2018]

Ukraineinvest. 2017. *Your Investment Matters*. Présentation dans le cadre du Swiss Business Meeting du 22.03.2017.

Ukraineinvest. 2018 <https://ukraineinvest.com/sectors/agribusiness/>

Ukrstat Office Ukrainien de la Statistique. 2016. *The Change of Gross Domestic Product Volume, 2015*. En Ligne. http://ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2015/vvp/ind_vvp/ind_2015_e_n.htm. [Consulté le 27.03.2017]

Ukrstat Office Ukrainien de la Statistique. 2017. *The change of Gross Domestic Product volume, 2016*. En Ligne. http://ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2016/vvp/ind_vvp/ind_2016e_n.htm. [Consulté le 27.03.2017]

Ukrstat Office Ukrainien de la Statistique. 2017a. *Core inflation in 2016-2015*. En Ligne.
http://ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2016/ct/bisc/bisc_e/bisc_2016_e.htm. [Consulté le 27.03.2017]

Ukrstat Office Ukrainien de la Statistique. 2017b. *Ukraine's Foreign Trade in Goods, 2017*. En Ligne.
https://ukrstat.org/en/operativ/operativ2017/zd/ztt/ztt_e/ztt1217_e.htm. [Consulté le 18.06.2018]

Ukrstat Office Ukrainien de la Statistique. 2018c. *Direct investment (equity capital) from countries of the world to Ukraine economy*. En Ligne.
http://ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2017/zd/inv_zd/pi_akbi/pi_akbi_e.zip [Consulté le 15.05.2018]

Ukrstat Office Ukrainien de la Statistique. 2017d. *Structure of exports-imports of services in 2016*. En Ligne. http://ukrstat.gov.ua/operativ/operativ2016/zd/ztpu_es/ztpu_es_e/kr_ztpu_12m_16_e.zip [Consulté le 18.04.2017]

UNIAN Information Agency. "New Supreme Court launches work in Ukraine, 3 new codes put into force" En Ligne. <https://www.unian.info/society/2300259-new-editions-of-three-codes-put-into-force-new-supreme-court-launches-work-in-ukraine.html> . [Consulté le 18.06.2017]

USUBC United States- Ukraine Business Council. 2016. *Personal Income Tax and Unified Social Contribution Rates Change*. En Ligne. <http://www.usubc.org/site/Baker-McKenzie/personal-income-tax-and-unified-social-contribution-rates-change>. [Consulté le 12.04.2017]

Structure de l'économie

	2012	2017
Répartition du PIB		
Secteur primaire	10,4%	14%
Secteur manufacturier	32,8%	27.8%
Services	56,8%	58.7%
– dont services publics	n/a	n/a

Répartition de l'emploi		
Secteur primaire	15,8%	5.8%
Secteur manufacturier	23,4%	26.5%
Services	60,7%	67.8%
– dont services publics	n/a	n/a

Source(s) : CIA. 2017. *The World Factbook : Ukraine*. En Ligne.
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/up.html> [Consulté le 29.06.2017]

DFAE. 2013. *Rapport économique: Ukraine 2012*. Ukraine : Kiev

Principales données économiques

	2016	2017	2018
PIB (USD mia)*	93,26	109,32	119,13
PIB/habitant (USD)*	2'198,84	2'582,84	2'820,61
Taux de croissance (% du PIB)*	2,44	2,53	3,19
Taux d'inflation (%)*	13,91	14,44	11,04
Taux de chômage (%)*	9,35	9,39	9,19
Solde budgétaire (% du PIB)*	-2,23	-2,41	-2,50
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-4,05	-3,66	-3,69
Dettes extérieures totales (% du PIB)**	123,8	127,4	126,3
Service de la dette (% des exportations)**	n/a	n/a	n/a
Réserves (mois d'importations)**	3,4	4,6	5,8

Shaded cells indicate IMF Staff estimates

* Source : FMI, World Economic Outlook Database (April 2018)
[world economic outlook database April 2018](#)

** Source : FMI, Article IV Consultation (ou statistiques du pays de résidence) [April 2017]
[Article IV Consultation Report](#)

Partenaires commerciaux **année : 2017**

Perspective selon le pays de résidence, commerce de biens

Rang	Pays	Exportations par le pays de résidence (USD millions)	Part	Var. ³	Rang	Pays	Importations par le pays de résidence (USD millions)	Part	Var.
1	Russie	3'936.5	9.1%	9.6%	1	Russie	7'204	14.52%	39.9%
2	Pologne	2'724.6	6.3%	23.8%	2	Chine	5'648.6	11.39%	20.5 %
3	Turquie	2'519.1	5.82%	22.9%	3	Allemagne	5'445	10.98%	26.1%
4	Italie	2'469.4	5.71%	28%	4	Pologne	3'463.8	6.96%	28.2%
5	Inde	2'205.6	5.1%	15%	5	Biélorussie	3'205.3	6.46%	15.4%
46	Suisse	182.3	0.42%	72 %	7	Suisse	1'682.1	3.39%	71%
	Total	43'264.7	100 %	19%		Total	49'607.1	100 %	26.4%

Source(s) : Ukrstat 2018b

³ Variation par rapport à l'année précédente en %

2017 ^{1,2,3,4}Légende

* Taux de variation/part/prix non interprétable ou non calculable

** Taux de variation > 999.9 %

*** Données provisoires

¹ Depuis 2002 : y compris l'électricité, les marchandises en retour et le trafic de perfectionnement à façon² Depuis 2012 (importations) : pays d'origine au lieu du pays de production³ Depuis 2012 : y compris l'or et l'argent en lingots ainsi que les pièces de monnaie pour le total général (total 2)⁴ Depuis 2013 : nouvelle méthode de calcul pour les flux d'électricité

Numéro de tarif	Import		Export	
	Valeur (CHF)	Valeur +/- %	Valeur (CHF)	Valeur +/- %
Commerce total Total 2	184'516'306	41.1	315'686'143	16.5
01 - Animaux vivants	6'096	*		*
02 - Viandes et abats comestibles	446'913	0.3		*
03 - Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	14'193	-75.4		*
04 - Lait et produits de la laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs	225'671	79.6	1'289'234	204.4
05 - Autres produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs	21	*	25'313	*
06 - Plantes vivantes et produits de la floriculture		*		-100
07 - Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	942'584	21.6		*
08 - Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	954'831	30.4		*
09 - Café, thé, maté et épices	98'334	75.9	522'503	-37.4
10 - Céréales	3'308'131	-25.3		*
11 - Produits de la minoterie; malt; amidons et féculés; inuline; gluten de froment	82'345	-56.4	18'695	3.9
12 - Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles ou médicinales; pailles et fourrages	1'554'670	70.9		*
13 - Gommés, résines et autres sucres et extraits végétaux	43	*	250	-99.9
14 - Matières à tresser et autres produits d'origine végétale, non dénommés ni compris ailleurs	3'775	45.9		*
15 - Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leur dissociation; graisses alimentaires	123'950	163.1	99'958	7.8

élaborées; cires d'origine animale ou végétale				
16 - Préparations de viandes, de poissons, de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	256	-99.4	1'654	-88.4
17 - Sucres et sucreries	2'344	*	118'440	97
18 - Cacao et ses préparations	7'451	441.1	1'177'485	115.4
19 - Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculés ou de lait; pâtisseries	29'166	**	6'357'434	48
20 - Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	1'071'635	-3.3	12'572	66.9
21 - Préparations alimentaires diverses	8'931	62.7	13'371'720	275.9
22 - Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	29'966	-21.3	1'633'775	20
23 - Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	381'048	-0.1	1'010	100
24 - Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	159	-27.1	4'332'707	2
25 - Sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments	536	-2.9	75'679	708.5
26 - Minerais, scories et cendres		-100		*
27 - Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales	770'270	-7.6	3'030'815	17.6
28 - Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares ou d'isotopes	709'509	1	599'066	-3
29 - Produits chimiques organiques	371'591	-23.4	6'846'501	31.8
30 - Produits pharmaceutiques	3'806'738	5.2	111'394'459	16.5
31 - Engrais	1'769	*	1	*
32 - Extraits tannants ou tinctoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres	288'075	272.8	8'963'735	128.2
33 - Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	978	-99.2	6'755'591	14.5
34 - Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler	1'008'115	25.7	469'690	7.8
35 - Matières albuminoïdes; produits à base d'amidons ou de féculés modifiés; colles; enzymes	181'549	4.1	3'030'941	10
36 - Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages		*	43	*

pyrophoriques; matières inflammables				
37 - Produits photographiques ou cinématographiques	715	*	2'191	-79.3
38 - Produits divers des industries chimiques	604'083	-62.2	1'094'127	-91.6
39 - Matières plastiques et ouvrages en ces matières	587'293	25.5	4'214'692	19.9
40 - Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	3'238'716	11.4	1'900'621	18.6
41 - Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs		*		-100
42 - Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires; ouvrages en boyaux	406'669	-47.2	479'903	-10.6
43 - Pelleteries et fourrures; pelleteries factices	366'859	**		-100
44 - Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	2'998'233	29.9	193'077	64.8
46 - Ouvrages de sparterie ou de vannerie	7'397	967.4	124	**
47 - Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; déchets et rebuts de papier ou de carton		-100	25	-59
48 - Papiers et cartons; ouvrages en pâte de cellulose, en papier ou en carton	6'692'885	-1	1'467'432	-29.7
49 - Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques; textes manuscrits ou dactylographiés et plans	100'769	103.4	172'626	-4.2
51 - Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin	1'168	-25.7	51	363.6
52 - Coton	3'328	117.9	1'522	-20.8
54 - Filaments synthétiques ou artificiels		-100	4'417	395.2
55 - Fibres synthétiques ou artificielles discontinues		*	78	-98
56 - Ouates, feutres et nontissés; fils spéciaux; ficelles, cordes et cordages; articles de corderie	364'850	-16.8	58'069	-82.2
57 - Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles	30'527	*	181'323	23.5
58 - Tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées; dentelles; tapisseries; passementeries; broderies	280	-42	4'547	-80.1
59 - Tissus imprégnés, enduits, recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles	24	-74.5	449'965	40.2
60 - Etoffes de bonneterie	308'994	-20.6	1'611	**
61 - Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	6'552'613	17.5	275'420	17.1
62 - Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	20'624'568	-3.1	1'001'140	19.7

63 - Autres articles textiles confectionnés; assortiments; friperie et chiffons	532'845	45.3	13'789'518	11
64 - Chaussures, guêtres et articles analogues; parties de ces objets	2'153'291	7.6	886'053	-5.1
65 - Coiffures et parties de coiffures	42'436	427.7	4'635	3.8
66 - Parapluies, ombrelles, parasols, cannes, cannes-sièges, fouets, cravaches et leurs parties	72'737	**	10'942	-56.2
67 - Plumes et duvet apprêtés et articles en plumes ou en duvet; fleurs artificielles; ouvrages en cheveux	59'842	**		-100
68 - Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues	127'314	35.3	406'977	-10.7
69 - Produits céramiques	529'182	228.2	94'594	50.2
70 - Verre et ouvrages en verre	603'463	-73.2	406'327	-26.4
71 - Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies	81'271'809	120.4	18'116'703	42.3
72 - Fonte, fer et acier	9'076'771	70.7	494'075	358.5
73 - Ouvrages en fonte, fer ou acier	3'540'710	20.4	1'736'530	28
74 - Cuivre et ouvrages en cuivre		*	498'939	347.5
75 - Nickel et ouvrages en nickel	4'212	*	10'881	-84.6
76 - Aluminium et ouvrages en aluminium	67'206	64.3	143'750	-17.2
79 - Zinc et ouvrages en zinc		*	15'086	-19.1
80 - Etain et ouvrages en étain		-100		*
81 - Autres métaux communs; cermets; ouvrages en ces matières	270'646	**	101'800	68.2
82 - Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles, en métaux communs	48'398	498.2	10'104'813	3.2
83 - Ouvrages divers en métaux communs	8'209	-9.3	126'371	-18.4
84 - Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	3'237'302	-15.2	39'777'134	29.1
85 - Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision et	9'925'580	58.2	7'338'731	-33.6
86 - Véhicules et matériel pour voies ferrées ou similaires et leurs parties; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation pour voies de communication		-100		*

87 - Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires	168'378	-1.2	7'894'720	146.9
88 - Navigation aérienne ou spatiale; parties et accessoires d'appareils pour la navigation aérienne ou spatiale	32'100	-89.9	81'083	-91
89 - Navigation maritime ou fluviale	131'134	200	700	-79.4
90 - Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux; parties et accessoires de ces instrumen	393'978	4.5	12'260'888	21.4
91 - Horlogerie	1'843'505	-6.8	18'570'259	-2.8
92 - Instruments de musique; parties et accessoires de ces instruments	21'210	851.5	670	-95.9
93 - Armes, munitions et leurs parties et accessoires	2'183	*	162'078	17.4
94 - Meubles; mobilier médico-chirurgical; articles de literie et similaires; appareils d'éclairage non dénommés ni compris ailleurs; lampes-réclames, enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses	5'658'779	23.4	313'379	-22
95 - Jouets, jeux, articles pour divertissements ou pour sports; leurs parties et accessoires	3'448'527	2	170'393	387.7
96 - Ouvrages divers	1'835'566	179.6	428'040	-5.7
97 - Objets d'art, de collection ou d'antiquité	87'379	48.8	107'842	85.9

Source : Administration fédérale des douanes, résultat final 2017

Principaux pays investisseurs

année : 2017

Ra ng	Pays	Investissements directs (Millions USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (Millions USD)
1	Chypre	10'008,6	25.57%	-1.02%	318.5
2	Pays-Bas	6'292.9	16,08%	1.39%	344.5
3	Fédération de Russie	4'598,4	11.75%	2.07%	281
4	Royaume-Uni	2'169	5.54%	3.48%	160.3
5	Allemagne	1'792.6	4.58%	8.41%	208
6	Iles Vierges Britanniques	1'601,8	4.09%	-8.79%	-81.3
7	Suisse	1'537.3	3.93%	1.49%	85.7
8	France	1346,6	3.44%	-0.31%	52.1
9	Autriche	1'265.9	3.23%	-4.34%	-2.3
10	Luxembourg	942,3	2.40%	-6.34%	-21.9
	Total	39'144	100 %	4.35%	1'630.4

Source(s) : Ukrstat 2018c